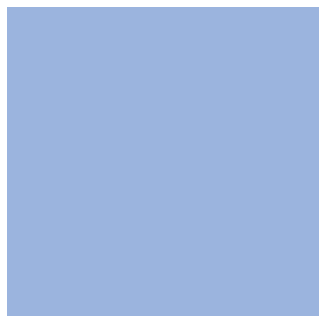
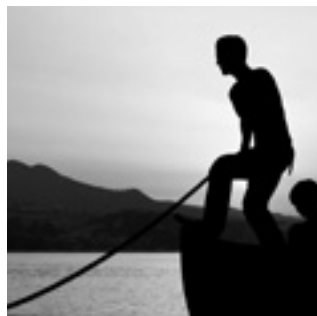
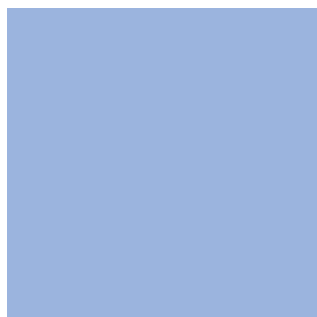


# REGARDS DE JEUNES LIBÉRAUX SUR LE POPULISME











Avenue de la Toison d'Or, 84-86 - 1060 Bruxelles  
02 500 50 85 - [info@jeunesetlibres.be](mailto:info@jeunesetlibres.be) - [www.jeunesetlibres.be](http://www.jeunesetlibres.be)



Avenue de la Toison d'Or, 84-86 - 1060 Bruxelles  
02 500 50 70 - [asbl@besace.be](mailto:asbl@besace.be) - [www.besace.be](http://www.besace.be)



Rue du Grand Plateau, 19 - 6230 Pont-à-Celles  
071 84 62 12 - [info@deliprojeunesse.be](mailto:info@deliprojeunesse.be) - [www.deliprojeunesse.be](http://www.deliprojeunesse.be)



Avenue de la Toison d'Or, 84-86 - 1060 Bruxelles  
02 500 50 55 - [info@etudiantsliberaux.be](mailto:info@etudiantsliberaux.be) - [www.etudiantsliberaux.be](http://www.etudiantsliberaux.be)



Rue de Livourne, 25 - 1050 Bruxelles  
02 537 19 03 - [info@jmlib.be](mailto:info@jmlib.be) - [www.jmlib.be](http://www.jmlib.be)



Avenue de la Toison d'Or, 84-86 - 1060 Bruxelles  
02 500 50 60 - [info@jeunesmr.be](mailto:info@jeunesmr.be) - [www.jeunesmr.be](http://www.jeunesmr.be)



Square de l'Aviation, 7A - 1070 Bruxelles  
02 303 82 14 - [hello@o-yes.be](mailto:hello@o-yes.be) - [www.o-yes.be](http://www.o-yes.be)



Rue de Paris, 1 - 1050 Bruxelles  
02 511 21 06 - [info@reform.be](mailto:info@reform.be) - [www.reform.be](http://www.reform.be)



Place des Barricades, 9 - 1000 Bruxelles  
02 513 39 94 - [info@rydwb.be](mailto:info@rydwb.be) - [www.rydwb.be/wb](http://www.rydwb.be/wb)



Jeunes & Libres asbl est une Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles



Dossier réalisé avec le soutien de la Commission communautaire française.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

# SOMMAIRE

08



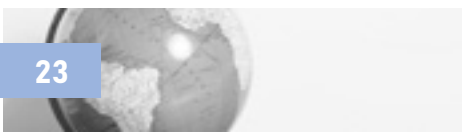
11



19



23



31



37



45



55



60



## ÉDITO

### LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE À L'ÉPREUVE DU POPULISME

*Par Antoine Dutry*

### IT'S THE ECONOMY, POPULIST

*Par Laurent Costas*

### POPULISME ET PÉRIL DÉMOCRATIQUE DANS L'HÉMISPHERE SUD

*Par Eugène Ekoué-Kouvahey*

### RELATIVISATION DE LA VÉRITÉ

*Par Alexandre Navarre*

### IMMIGRATION ET POPULISME EN EUROPE

*Par Julien Liégeois*

### UNE ALTERNATIVE HISTORIQUE AUX POPULISMES ?

*Par Mike Dheur*

### LES RÉSEAUX SOCIAUX AU SERVICE DU POPULISME ?

*Par Pierre Brassinne*

## CONCLUSION

# ÉDITO

Jeunes & Libres est la fédération des Organisations de Jeunesse (OJ) libérales. Elle regroupe 8 OJ qui travaillent au développement auprès de notre jeunesse d'une citoyenneté responsable, active, critique et solidaire. Les missions qui nous incombent en tant que fédération sont notamment la mise en réseau de nos membres, la valorisation de leurs actions mais également la réalisation d'outils d'information et de réflexion.

Notre précédent dossier consacré au populisme, « Répondre aux populismes par l'éducation citoyenne », édité en septembre 2017, représentait notre contribution portée à l'entreprise de déconstruction des discours populistes. Avec nos OJ membres, nous avons porté à l'époque la réflexion sur quels étaient les caractères que revêtaient les populismes et quelles étaient les réponses à y apporter.

Deux ans plus tard, nous constatons que l'antagonisme entre les mouvements populistes et les mouvements politiques traditionnels s'est davantage creusé. Le Brexit est en passe d'être réalisé, un gouvernement régional alliant la droite, les libéraux et l'extrême-droite a émergé en Espagne, un gouvernement régional libéral a bien failli être soutenu par l'extrême-droite en Allemagne et les scores élevés des partis eurosceptiques aux élections européennes de 2019 sont autant d'éléments révélateurs d'un combat qui n'a pas encore atteint son paroxysme. La crise du coronavirus finit même par ébranler les certitudes de ceux convaincus par la victoire définitive de la mondialisation et du libre-échange. La fin de l'Histoire n'est pas pour demain...



Dans ce contexte, une idée a germé dans l'esprit d'un jeune membre de l'une de nos OJ : pourquoi de jeunes libéraux ne donneraient-ils pas leur avis sur le populisme, ou du moins sur l'une de ses très nombreuses facettes ? Ainsi a débuté la genèse du présent projet.

Ce dossier se compose d'articles rédigés par des jeunes de moins de 30 ans, engagés en politique ou non, étudiants ou travailleurs, ayant des affinités avec le droit, les sciences politiques, les sciences économiques, les sciences historiques ou tout simplement désireux de coucher sur le papier leurs pensées.

Ces jeunes qui ont décidé de prendre la plume, ce sont Laurent, Alexandre, Julien, Pierre, Antoine, Eugène et Mike. Fruit de nombreuses heures de réflexion et d'écriture, leurs textes symbolisent une jeunesse qui est capable de réflexion, de travail et d'esprit critique.

Ces articles ne sont pas exhaustifs et hormis pour quelques grands intellectuels, il est impossible de couvrir entièrement leurs sujets. C'est pourquoi sont disponibles sur notre site internet et nos réseaux sociaux des interviews de ces jeunes auteurs pour aller plus loin dans le traitement de leurs sujets.

Nous espérons que ces articles vous interpellent et nourriront vos esprits critiques comme ils ont nourri les nôtres.



# LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE À L'ÉPREUVE DU POPULISME

---

Par Antoine Dutry

*Du triomphalisme libéral qui prévalait voici trente ans, nous faisons désormais l'expérience incertaine de l'essoufflement généralisé de la démocratie libérale. Face à elle, la montée du populisme agit comme la plus grande des menaces et met en lumière les pires difficultés de notre démocratie à se renouveler et à formuler une alternative aux solutions simplistes des populistes. Si cet article se veut académique par la démarche poursuivie, sa conclusion mettra en exergue plusieurs pistes concrètes à suivre pour stopper l'hémorragie de la démocratie libérale.*

---

C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que nous devons remonter pour trouver la trace originelle des premiers populismes :

- 1<sup>o</sup> En Russie, le mouvement des *Narodniki*, porté par l'intelligentsia, voyait dans le monde paysan l'illustration de la Russie idéale ;
- 2<sup>o</sup> Aux Etats-Unis, le *People's Party* s'est créé à la suite des revendications exprimées par des petits fermiers du sud du pays ;
- 3<sup>o</sup> En France, le boulangisme s'est, contrairement aux deux précédents, affirmé suivant une logique plus urbaine qu'agricole, et ce, en mêlant petite bourgeoisie et monde ouvrier.

À cette époque, le populisme jouissait d'une connotation positive à l'opposé de celle qu'on lui prête régulièrement aujourd'hui.<sup>1</sup> Utilisé sans aucune autre commune mesure dans la sphère politico-médiatique, le populisme fait partie de ces mots auquel l'on rattache tout et à peu près n'importe quoi, à tel point que sa substance paraît non identifiable.

**Sur le plan politique, les décideurs ont développé une fâcheuse tendance à utiliser ce terme pour disqualifier, discréditer l'adversaire ou toute idée qui irait à l'encontre de la pensée générale établie.**

Il s'apparente presque à une « arme de neutralisation<sup>2</sup> » pour ses usagers.

Pour souligner la banalisation de l'usage du terme *populisme* et l'inextricabilité qui en résulte, Pierre-André Tagguieff n'hésita d'ailleurs pas à le caractériser de « mot-valise<sup>3</sup> » ; un mot qui recouvre des réalités et pratiques politiques si multiples qu'il est raisonnablement impossible de lui rattacher une définition claire, concise et unique – cet article n'en aura d'ailleurs ni la prétention ni l'objectif. À cela, il faut ajouter la quantité considérable d'ouvrages, études et travaux qui se sont risqués à la tâche, dans des disciplines aussi variées que la science politique, la sociologie, l'histoire ou la psychologie. Le populisme est cet « objet équivoque par excellence<sup>4</sup> » qui souffre d'une « indétermination conceptuelle<sup>5</sup> » et « dont le suremploi polysémique permet toutes les combinaisons possibles<sup>6</sup> ».

Ces écueils précisés, tentons d'en clarifier subrepticement la nature. D'une part, certains estiment que le populisme est une idéologie, fut-elle « mince » et ne reposant pas sur un corpus doctrinal<sup>7</sup> clairement défini. C'est le postulat défendu par Cas Mudde et Cristobal R. Kaltwasser qui l'assimilent à une *thin-centered ideology*<sup>8</sup> (ou idéologie peu substantielle). De par sa construction et son agencement, elle n'est pas en mesure d'adresser l'ensemble des enjeux sociopolitiques qui composent l'agenda politique<sup>9</sup>. Mais dans cette logique, le populisme en tant qu'idéologie « peut [par conséquent] se combiner à n'importe quelle idéologie d'accueil<sup>10</sup> ». Pierre Rosanval-

lon va lui un cran plus loin. Pour le sociologue français, le populisme doit être reconnu comme « l'idéologie ascendante du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup> », ni plus ni moins. D'autre part, il y a les tenants d'une autre vision – beaucoup plus répandue – pour qui le populisme ne représente en rien une idéologie, au contraire du libéralisme, socialisme, marxisme, etc., dont le seul point commun avec le populisme tient au suffixe -isme. Ceux-là élèvent le populisme au rang de « *flexible mode of persuasion*<sup>12</sup> », à une « rhétorique<sup>13</sup> », et surtout à un « style<sup>14</sup> » à part entière qui, pour Benjamin Biard et Régis Dandoy, peut alors compléter un courant idéologique, qu'il soit de droite ou de gauche<sup>15</sup>. Ceci nous permet d'embrayer sur le propos central de l'article, à savoir le lien entre démocratie et populisme, et plus particulièrement la propension qu'à le second nommé à mettre la démocratie libérale sous l'éteignoir.

## DE L'AMBIGUÏTÉ ENTRE « DÉMOCRATIE » ET « POPULISME »

La question du lien entre la *démocratie* et le *populisme* est l'objet de nombreux débats académiques et n'est, pour l'heure, toujours pas tranchée. Pour Pierre Rosanvallon, les populismes affirment pouvoir régénérer la démocratie en la simplifiant, mieux ils prétendent être la seule et unique alternative au modèle actuel. Pour y arriver, ils souhaitent faire table rase des principes qui fondent notre démocratie et prônent de ce

fait un retour aux sources, notamment au *peuple souverain*<sup>16</sup>. Toujours selon l'auteur, il ne faut pas rejeter le populisme en tant que tel, mais plutôt tenter de l'appréhender dans la mesure où « la question du populisme est [...] interne à celle de la démocratie<sup>17</sup> ». Le populisme apparaît donc comme un symptôme inévitable des balbutiements de notre modèle de démocratie. D'autres, à la manière de Cas Mudde et Cristóbal R. Kaltwasser, qualifient la relation entre *populisme* et *démocratie* de « *friend and foe*<sup>18</sup> ». Ceux-ci ajoutent que le degré duquel l'on qualifie le populisme de menace dépend de son contexte d'émergence<sup>19</sup>. Mais fondamentalement, ils affirment que « le populisme n'est pas l'ennemi de la démocratie<sup>20</sup> ». Yves Mény corrobore cette idée et pense les populismes comme n'étant pas « antidémocratiques stricto sensu<sup>21</sup> », en ce sens où ils prétendent défendre la « vraie démocratie » et qu'ils érigent en parangon le peuple qu'ils considèrent comme la victime directe des agissements du système politique en place. Dans ces conditions, la description suivante permet d'établir un juste milieu pour ce qui concerne la relation que l'on qualifiera d'ambiguë entre populisme et démocratie : le « populisme se présente à la fois comme une critique de la démocratie, comme un rejet de la démocratie (sous sa forme représentative) et comme une exigence de démocratie.<sup>22</sup> »

*Se pourrait-il finalement que le populisme n'agisse, en réalité, que comme une dénonciation des*

### *principes sur lesquels se fonde la démocratie libérale ?*

Le populisme, en grand défenseur qu'il affirme être du *peuple pur* (en opposition à *l'élite corrompue*), est en désaccord avec la notion de *pluralisme* et donc avec les droits des minorités.<sup>23</sup> Cette remise en cause des principes et fondements de nos démocraties libérales, Marc Lazar et Ivo Diamanti la nomment « *peuplecratie* » ; un concept qui traduit la volonté du populisme de rendre le *peuple souverain* et de le débarrasser définitivement des liens qui le lient aux règles de droit<sup>24</sup>. D'un côté, l'attachement du populisme à porter le *demos* au pouvoir fait dire à Yascha Mounk que « les populistes sont de profonds démocrates » - en tout cas de ce point de vue ; de l'autre côté, leur dénonciation des institutions indépendantes et leur opposition aux libertés individuelles sont un profond indicateur qu'ils « sont tout aussi profondément antilibéraux<sup>25</sup> ». Le conflit entre *démocratie* et *libéralisme politique* est plus que jamais prégnant. En réaction à ceci, deux phénomènes prendraient forme : la *démocratie antilibérale* et le libéralisme antidémocratique. Le premier nommé - la démocratie antilibérale - refuse l'indépendance des institutions et garde-fous qui garantissent la protection des libertés individuelles et les droits des minorités tout en se targuant d'écouter le peuple souverain.<sup>26</sup> C'est le cas de la Hongrie et la Pologne, où les gouvernements en place n'ont eu

aucun mal à restreindre la liberté de la presse, à remettre en cause la séparation des pouvoirs ou encore à toucher aux droits LGBT.<sup>27</sup> De manière totalement décomplexée. Le second nommé, le *libéralisme antidémocratique*, garantit le respect des libertés et droits fondamentaux, mais subordonne la volonté populaire aux technocrates et institutions indépendantes (pour éviter la tyrannie de la majorité). Dans ce cas-ci, le citoyen apparaît comme étant dépossédé de son influence sur les décisions politiques et sur le processus législatif.<sup>28</sup> Cet état de fait est plus que jamais renforcé par l'impression que l'Etat-nation - par la voix de ses organes exécutif et législatif - a de moins en moins à dire pour ce qui concerne les politiques nationales à mettre en œuvre, et ce, vu l'importance prise par les agences indépendantes, les traités de libre-échange, les banques centrales, les organisations supranationales, etc.<sup>29</sup> Les liens entre démocratie et populisme ayant été précisés (et a *fortiori*, les tensions entre libéralisme et démocratie), la partie qui suit aura pour objectif de pointer les raisons du déclin de la démocratie libérale.

## DU DÉLÈTEMENT DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE

La démocratie libérale est-elle vouée à disparaître ? Est-on à l'aube d'une *ère populiste* ? En toute honnêteté, jusqu'à récemment, ce questionnement aurait eu peu de sens tant la démocratie libérale semblait être une évidence. Cet optimisme ou

« euphorie démocratique<sup>30</sup> » ne peut être mieux traduit que par l'inébranlable conviction avec laquelle Francis Fukuyama, auteur du mondialement connu « La Fin de l'Histoire », défendait la démocratie libérale. En effet, ne voyait-il pas en elle « le point final de l'évolution idéologique de l'humanité<sup>31</sup> » ? Même si l'honnêteté intellectuelle oblige à resituer le contexte. Le monde sortait à peine des griefs de la guerre froide mettant aux prises deux camps aux idéaux opposés ; avec pour issue l'effondrement du régime communiste et le triomphe du camp libéral. Une chose acquise, pensait-on.

*A l'époque, la démocratie libérale ne suscitait évidemment pas le même degré de rejet et de méfiance de la part du citoyen que le climat ambiant de ces dernières années.*

Tout comme, par exemple, rien ne laissait présager que des pays à forte tradition démocratique, comme la France (accession de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, Mouvement des Gilets jaunes) ou les États-Unis (élection de Donald Trump), seraient malmenés<sup>32</sup>. Sans doute était-ce une erreur de penser les principes de la démocratie libérale comme étant immuables... Mais comment nos sociétés en sont-elles arrivées là ? Le récent ouvrage de Yascha Mounk, « Le peuple contre la démocratie », constitue un premier élément de réponse. Celui-ci évoque « l'érosion de [trois] conditions<sup>33</sup> » comme explication à l'instabilité que connaît notre démocratie.

La première cause est d'ordre digital. L'importance prise par les technologies numériques, et plus exactement des réseaux sociaux, a redistribué les cartes. Il fut un temps où les groupes médiatiques et les gouvernements étaient les seuls maîtres à bord dans la diffusion de l'information, pour le meilleur et pour le pire. Dans un État démocratique, cela signifiait l'impossibilité pour quiconque de publier et partager à la vue de tous des messages racistes, haineux ou des *fake news*. Dans un État autoritaire, cela pouvait prendre une forme de censure évidemment indésirable. L'auteur continue en pointant un paradoxe avec l'émergence des réseaux sociaux. En donnant la parole au plus grand nombre, ils ont conféré un pouvoir certain à des millions de citoyens – et donc aux partis/mouvements politiques ; d'aucuns parleront de *pouvoir démocratique* et de *parole libérée*. Pourtant, il y a un revers de la médaille. Les tenants du *discours populiste*, désormais débarrassés de la parole cadenassée, sont libres d'utiliser les nouvelles technologies pour propager tous propos qui serviraient leurs intérêts électoraux, fussent-ils des propos mensongers, ostracisant ou extrêmes<sup>34</sup>.

La deuxième cause est d'ordre économique. Partant du constat d'une baisse du niveau de vie expérimentée par nos sociétés due aux inégalités grandissantes et à l'amoindrissement de la croissance économique<sup>35</sup>, Yascha Mounk est d'avis que les pays ne sont désormais plus en mesure

de « donner à leurs citoyens l'impression de vivre un moment privilégié<sup>36</sup> » – comme l'a été, par exemple, l'épisode des Trente Glorieuses. Sans tomber dans le catastrophisme, l'auteur pointe les craintes, angoisses et frustrations qui peuvent naître de la douloureuse et incertaine période de cette « stagnation économique ».

La troisième et dernière cause est d'ordre identitaire. Dans la période de l'après-guerre, la consolidation des démocraties libérales alla de pair avec l'homogénéité ethnique qui caractérisait alors la plupart des États européens.<sup>37</sup> Les phénomènes migratoires de ces dernières décennies ont changé la donne et *bouleversé* le rapport qu'entretenaient les citoyens avec leur conception mono-ethnique de la société. Ceux-ci doivent désormais « apprendre à vivre dans une démocratie bien plus égalitaire et diversifiée<sup>38</sup> » qu'elle ne l'était auparavant. Nous avons donc là trois explications à l'instabilité que connaît notre démocratie libérale ; il est temps de conclure cet article en partageant quelques pistes pour repenser la démocratie de demain.

## DES PISTES POUR INVERSER LA TENDANCE

Comme dit précédemment, au lendemain de la Guerre froide, qui aurait pu prédire que, près de trois décennies plus tard, l'essoufflement de la démocratie libérale serait tel que nous n'oserions pas parier sur sa viabilité ?

Face aux populismes, profonds révéléurs des dysfonctionnements de la démocratie, l'obligation nous revient de penser l'alternative. En d'autres termes, il s'agit d'organiser la riposte pour nous permettre d'espérer des lendemains qui chantent... mais comment ? Nous pourrions aborder les enjeux fondamentaux qui se posent pour la démocratie libérale, à savoir notre modèle économique à bout de souffle, l'inexorable crise d'identité ou l'incapacité d'une réponse coordonnée et efficace pour répondre au défi migratoire, mais dans un souci évident de ne pas s'éparpiller, nous avons limité l'intérêt de cette partie à un certain nombre de pistes.

Premièrement, s'attaquer aux populismes ne signifie pas qu'il faille les considérer comme « malfaisants » ou « stupides<sup>39</sup> » ; ça ne ferait que renforcer leur position du *seul contre l'establishment*. Dans la même veine, l'on fait fausse route en adoptant une seule et unique posture dénonciatrice à leur égard. Procéder de la sorte ne participe en rien au développement d'une alternative politique aux contours plus attractifs à celle que l'on dénonce<sup>40</sup> ; une offre qui ne se contente pas de reprendre à son compte les propositions simplistes ou extrêmes des populistes, mais qui va au bout des choses en se montrant audacieuse et désireuse d'apporter des solutions aux problèmes des électeurs.<sup>41</sup> Aussi, afin de dépasser la posture de dénonciation évoquée plus haut, il convient de privilégier la confrontation d'idées, et donc ne pas leur refuser le débat sous le simple

fait qu'ils seraient qualifiés de *populistes*. Géraldine Schwarz, essayiste, en a fait l'expérience l'an dernier et exprime très justement cette idée. Pour elle, refuser de les confronter, c'est « nourri[r] leur mythe fondateur : celui des victimes d'un *establishment* qui dicte ses règles<sup>42</sup> ». Si nous avons mentionné les éléments ci-dessus, c'est qu'ils semblent représenter la posture régulièrement adoptée dans le chef des opposants au populisme.

Deuxièmement, la crise de la démocratie que nous vivons implique, comme le précise Pierre Rosanvallon, d'adopter une vision élargie de la représentation, d'en démultiplier les procédés et les modes d'expression de la souveraineté – ce qui s'oppose, à juste titre, au projet simplificateur des populistes envers la démocratie. L'auteur préconise par conséquent d'agir sur plusieurs niveaux. D'abord, il faut s'appliquer à renforcer les interactions entre les élus et le peuple « en mettant en place des dispositifs permanents de consultation, d'information, de reddition de comptes entre eux<sup>43</sup> ». Et ceci parce que le simple fait de tenir des élections ne suffit plus.

Le recours à la démocratie directe doit par exemple être envisagé comme une pratique beaucoup plus habituelle et naturelle qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'est en l'intégrant pleinement dans les pratiques que son usage fera sens auprès du citoyen et qu'il parviendra à le rapprocher de l'élu.<sup>44</sup>



Ensuite, il faut s'atteler à la construction d'une « représentation narrative », c'est-à-dire, à la considération, en tant que représentant du peuple, de toutes les réalités sociales vécues par les citoyens. Il s'agit de donner corps à la voix des invisibles, à ceux qui se sentent abandonnés, inaudibles, perdus dans la masse.<sup>45</sup> De plus, à l'heure d'une méfiance quasi généralisée et légitime entre citoyens et monde politique (scandales, faits de corruption, sentiment d'impunité des élus, impression de déconnexion...), l'auteur propose d'instaurer une « démocratie d'exercice<sup>46</sup> » où le pouvoir est vu comme une relation. Cette démarche vise alors à démocratiser le pouvoir exécutif, même si les principes susmentionnés s'appliquent tout autant aux institutions indépendantes et à la fonction publique.

Pour y parvenir, il faut établir une relation gouvernants-gouvernés reposant sur trois critères<sup>47</sup> :

- la « lisibilité » (ou la transparence vue de manière plus large) ;
- la responsabilité (l'élu doit pouvoir être évalué sur ce qu'il a fait - et pas seulement au moment des élections) ;
- et la « réactivité » (l'auteur lui préfère le terme anglais *responsiveness*<sup>48</sup>).

Troisièmement, pointons un des remèdes mis en avant par Yascha Mounk, celui de l'éducation civique,

agissant tel un « rempart essentiel contre les tentations autoritaires<sup>49</sup> ». Dans les faits, elle doit se traduire un enseignement des principes qui fondent la démocratie libérale. Ceci étant, l'éducation civique ne signifie pas qu'il faille porter des œillères et défendre une vision unilatérale de ce que serait la démocratie libérale. Car il est un fait incontesté, si les populistes ont le vent en poupe, c'est qu'il y a forcément une demande, qui elle-même fait suite à un mécontentement. En ce sens, faire son examen de conscience en adoptant une posture critique est indispensable.

*Ceci passe par la reconnaissance des dysfonctionnements de la démocratie libérale, sans pour autant faire fi de ses réussites.<sup>50</sup>*

Surtout, l'enseignement de cette vertu politique aux citoyens de demain devrait s'attacher à déconstruire ce que certains voudraient voir à la place de la démocratie libérale. Il n'y a en effet pas de raison que les fascismes et les communismes d'aujourd'hui soient plus fréquentables qu'ils ne l'étaient hier<sup>51</sup>.



# IT'S THE ECONOMY, POPULIST

---

Par Laurent Costas

Étymologiquement, le mot économie dérive du mot grec oïkonoma. Oikos signifiant maison et noma signifiant administrer, la juxtaposition des deux mots nous donne « l'administration de la maison ». « Dans un Cosme globalisé comme celui qui est le nôtre, notre maison, c'est le Monde » comme le rappelait justement le regretté Jacques Chirac en 2002.

---

Plus globalement, on pourrait aujourd'hui définir l'économie comme étant la gestion des richesses d'un état au travers d'étapes que sont la création, la fabrication, la distribution, la vente et la consommation de biens ou services.

Les choses évoluant, nous avons connu une transition partant d'une économie de troc à l'antiquité jusqu'à une économie de marché depuis les deux révolutions industrielles et les conséquences que l'on peut leur attribuer.

Sans faire une rétrospective de l'histoire économique, nous pouvons dire que c'est ainsi que sont nés le capitalisme et le commerce international sur les fondements des théories d'Adam Smith ainsi que sur la théorie de l'avantage comparatif de David Ricardo pour ne citer qu'eux.

## ■ DU CAPITALISME

Le capitalisme est aujourd'hui l'ordre économique mondial dominant depuis la chute du mur de Berlin avec pour seul but la quête d'un développement économique et la recherche d'une plus-value pour tous les acteurs faisant tourner la roue économique.

*Il se caractérise notamment par un soutien ferme des principes que sont la propriété privée, le libre-échange et la concurrence pure et parfaite.*

### Le capitalisme n'est pas parfait

Le capitalisme n'est pas parfait. Bien qu'il ait permis la création de richesses, une hausse du niveau de vie, une hausse de l'espérance de vie, et globalement la naissance de ce que l'on appelle aujourd'hui le

*Welfare State*. Ceci étant dit, le capitalisme est aussi responsable d'une exacerbation des inégalités sociales.

Pour reprendre la métaphore de l'économiste et prêtre Éric de Beukelaar, « l'économie est comme un fleuve libre qui s'étire en d'innombrables bras constituant des îlots, mais cela engendre des inondations, des marais pestilentiels, des pertes de terres et c'est pour cela que l'homme doit domestiquer le fleuve en asséchant certains bras, en creusant des dérivations, en bâtissant des berges et des écluses ». Il en va de même avec le capitalisme et c'est ce que disait déjà Keynes lorsqu'il faisait allusion aux « *Animal Spirits* ».

### Un terreau fertile pour le populisme

Les sujets qui font débat, nous les connaissons, c'est la sécurité, l'immigration, la mondialisation et ses conséquences, mais surtout les inégalités sociales qui sont un terreau fertile au populisme.

C'est sur la dérive capitaliste exacerbée que sont nées les inégalités dont nous parlerons dans les lignes qui suivent. Ces mêmes inégalités qui sont aujourd'hui la raison d'être du populisme que nous connaissons en Europe.

2153 milliardaires détiennent à eux seuls 60% des richesses de la planète et le 1% de la population appartenant à la classe la plus riche détient autant de capital que la moitié de la population mondiale selon la

dernière enquête de l'ONG Oxfam... Les inégalités atteignent un climax. C'est ce climat inégalitaire qui a favorisé l'émergence de populistes aux 4 coins de la planète. Trump, Bolsonaro, Salvini, Le Pen, Wilders, Mélenchon ou encore Erdogan.

*Leur point commun ? Une rhétorique, un style politique et une façon de s'adresser à des problèmes plus qu'avec des réponses simples en valorisant le peuple face à une prétendue élite en guise de bouc émissaire.*

Lorsque les dirigeants « classiques » ne représentent plus le peuple comme ce devrait être le cas dans des démocraties représentatives ou que le peuple ne se sent plus représenté, il peut se laisser tenter par la facilité et se laisser tenter par les solutions simples des populistes.

Ces derniers titillent l'opinion publique et surfent sur la déferlante de réactions qu'ils suscitent, c'est leur façon d'exister, leur fonds de commerce. Le populisme n'est pas de droite, il n'est pas non plus de gauche et c'est un terme qui fait débat auprès des politologues. En ce qui nous concerne, nous en tiendrons à la définition du directeur général du CRISP qui définit le populisme comme étant un style politique qui peut se greffer sur différentes idéologies. Il ajoute qu'il peut y avoir un populisme de droite, mais aussi un populisme de gauche sans oublier les extrêmes.

## QUAND LE MULTILATÉRALISME CÈDE SA PLACE AU BILATÉRALISME...

Le futur sera multipolaire et ce sera là la fin du multilatéralisme qui s'était installé depuis la fin de la seconde guerre mondiale avec les institutions supranationales que sont l'OMC ou encore l'ONU. Le Brexit n'est qu'un symptôme parmi tant d'autres de ce mal isolationniste. On pourrait également citer la guerre commerciale entre la Chine et les USA pour illustrer notre propos.

Concrètement, ce qui diffère le populisme d'aujourd'hui du populisme d'antan, c'est une volonté de repli sur soi qui a atteint son apogée avec le vote du Brexit, l'incapacité de l'Europe à mettre ses membres d'accord pour un plan migratoire avec une répartition équitable de la charge ou encore l'élection de dirigeants comme Salvini en Italie ou encore celle de dirigeants comme Viktor Orban en Hongrie.

Cela diffère du populisme « expansionniste » d'antan comme l'explique Philippe Moreau Desfarges dans son ouvrage *La Tentation du repli*.

### Un populisme exacerbé par le digital

Nous l'avons vu précédemment, de tout temps, il y a eu des populistes. Ce qui diffère également le populisme d'antan à celui d'aujourd'hui, c'est sa digitalisation.

Nous ne vivons ni plus ni moins qu'une adaptation de *1984* d'Orwell

au quotidien puisque nous sommes devenus esclaves du digital qui nous contrôle en permanence et accumule un nombre de données incommensurables à notre sujet en tant qu'individu au sein de la société.

Cela peut aller d'un usage volontaire des réseaux sociaux où l'on accepte volontiers de donner ses informations privées aux GAFA à une dérive totalitaire comme en Chine où les citoyens vivent sous l'œil inquisiteur du régime au travers de caméras à reconnaissance faciale.

La suite, nous la connaissons, des algorithmes nous connaissent mieux que nous ne nous connaissons et arrivent à nous manipuler comme ce fut le cas dans le cadre du scandale « *Cambridge Analytica* ».

C'est pour toutes ces raisons qu'il nous faut être vigilants, car nos démocraties et les libertés qui y sont inhérentes sont en danger sur le long terme...

En guise de conclusion, nous dirons simplement que le populisme n'est pas le problème réel. Le populisme c'est le thermomètre qui indique que la température des tensions sociales est trop haute et que notre société est malade. La température n'est qu'un symptôme, pas la maladie.



# POPULISME ET PÉRIL DÉMOCRATIQUE DANS L'HÉMISPHERE SUD

---

Par Eugène Ekoué-Kouvahey

*Le modèle de démocratie représentative est en crise. Le monde est en constante évolution et les différentes sociétés sont amenées à répondre à des problématiques urgentes telles que la crise climatique, la crise migratoire et surtout la gestion de l'après-crise économique mondiale de 2008. C'est une crise dont on sous-estime bien souvent les effets dévastateurs de ses externalités négatives. Des subprimes au mouvement des gilets jaunes en France, quelque chose semble totalement enrayé, grippé voir usé. Les liens sociaux se délitent et les modèles sociétaux du Nord et du Sud semblent de plus en plus divergents. Que sont devenues les promesses du début du siècle ; un travail pour tous, un logement pour tous et une retraite pour tous ? De la gauche comme de la droite, les institutions gouvernantes composées de ces dernières ont du mal à faire face à l'évolution sociétale, mais surtout à comprendre le désarroi d'une population de plus en plus exposée aux aléas de la vie. Des semaines de travail de 40 heures sur l'ensemble de votre carrière ne vous garantissent plus forcément l'accès à une retraite convenable par rapport au coût de la vie qui lui est sans cesse galopant. À l'instar des manifestants chiliens qui militent pour un plan de retraite décent en 2019 aux retraités belges qui militaient également pour des plans de retraites plus justes et la suppression du système de retraite à points. Dès lors, un constat est à établir au sein des démocraties libérales en passant par les régimes militaires jusqu'aux théocraties. L'électeur-citoyen est perdu face à tant d'échecs politiques et est sujet aux manipulations de toutes sortes. Le populisme devient le symptôme manifeste d'un système au bord de l'effondrement<sup>1</sup>.*

---

## DE L'ORIGINE DU POPULISME AUX EFFETS PRÉSENTS

À la genèse du mot « populisme », il faut d'abord se replonger dans le champ littéraire en 1912, renvoyant à un courant littéraire tiré du naturalisme visant à dépeindre de manière réaliste la vie des gens du peuple<sup>2</sup>. Ce ne fut que plus tard que le terme « populisme » fut choisi pour traduire du russe *narodnitchestvo* et entrer dans le domaine politique afin de désigner une idéologie particulière<sup>3</sup>. Les populistes (*Narodniki*), dont le fondateur Alexandre Herzen, étaient des intellectuels slavophiles favorables à un socialisme d'esprit russe,<sup>4</sup> dont l'objectif consistait à réanimer une forme de communauté perdue sans passer par la lutte des classes. Il faudra attendre les années 1980 pour que l'usage du terme ne devienne « péjoratif »<sup>5</sup>. Dès lors, il en ressort à la figure du naturalisme « une image du peuple luttant contre ses élites »<sup>6</sup>, celles-ci confortées dans leurs privilèges, contrastent avec les difficultés vécues par le peuple<sup>7</sup>.

L'existence d'un populisme de « droite » tout comme d'un populisme de « gauche », confirme les rapports de domination dans la société. En effet, qu'importe la dimension idéologique, le rapport élite/peuple, gouvernant/gouverné y sera toujours présent. Ce qui confirme l'inconsistance de la notion. Dès lors, l'on peut y voir une pluralité du concept politique qui, après tout, est le propre des concepts politiques que de voir leur sens varier au gré des contextes et des circonstances historiques<sup>8</sup>.

*Cependant, il faut craindre le populisme non pas parce qu'il dépeint une image d'un peuple à la recherche d'une communauté perdue, mais par la reconnaissance de son parler, de ses manières et ses postures<sup>9</sup>.*

Pour ce faire, il faut remonter à l'origine de la démocratie, soit la cité athénienne antique qui possède les prémices de l'action collective et libre, notamment par l'indépendance de ses citoyens via le bon fonctionnement de l'*Ecclésia*<sup>10</sup>. En effet, la cité athénienne se base sur un modèle de démocratie directe où toutes les décisions sont prises à la majorité simple par les citoyens lors de l'assemblée citoyenne, soit l'*Ecclésia*. Au cours de cette assemblée, par le mot *iségoria*, tout citoyen avait droit à la parole avant le processus de vote d'une loi<sup>11</sup>. Dès lors, ce type de régime repose sur l'usage public du langage, la démagogie ne peut naître que dans ce contexte<sup>12</sup>. Étymologiquement la signification « démagogue » portait le sens de « meneur de peuples » et a pris au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère une connotation négative à la suite des nombreuses péripéties de la jeune démocratie. À cet effet, il est intéressant de noter la critique formulée par Platon sur le régime républicain dans *La République* où la démagogie est indissociable de la démocratie et dans lequel le démagogue, séducteur du peuple, est associé au tyran.

Par conséquent, la démocratie est un régime qui finit par basculer dans son contraire : la tyrannie du peuple<sup>13</sup>.



En outre, Aristote note que là où les lois ne dominent pas, les démagogues apparaissent, et il tisse ainsi un parallèle entre les courtisans qui flattent les tyrans et les démagogues qui flattent le peuple. D'après lui, les démagogues sont les courtisans d'un peuple-roi<sup>14</sup>. D'où un lien consubstantiel entre le démagogue et la démocratie : il s'agit là de séduire le peuple en dénonçant une partie de la population au moyen de promesses faciles à l'adresse des plus nécessiteux. Indifférent aux conséquences d'une telle attitude : la sédition, la rupture du lien social deviennent des risques réels pour la démocratie<sup>15</sup>.

*De nos jours, l'usage du terme populisme a dépassé celui de démagogie en raison d'une couverture médiatique plus large de ce dernier. Le populisme englobe la démagogie puisqu'il prétend contradictoirement suivre et mener le peuple, il ne s'y confine pas.*

Car il incarne à la fois un style et l'expression d'un ensemble de valeurs dont il s'agit de repérer les liens de dérivation ou d'inversion par rapport à celles de la démocratie<sup>16</sup>. Dès lors, nombre de responsables politiques n'ont eu de cesse de se présenter comme des hommes du peuple, ni génies ni héros, et fiers de leur inculture. Toutefois, il ne suffit pas de paraître comme un homme du peuple, car le leader populiste ne représente pas, mais incarne, prend le peuple au mot. Face au discours technocratique, il va parler haut, vrai. Tout comme la démocratie directe, dont le style direct parti-

cipe au discrédit des élites<sup>17</sup>. Le chef populiste est, d'après les termes de Max Weber, est charismatique, c'est-à-dire ni électif ni bureaucratique. De plus, le parler-vrai de ces leaders, qui usent volontiers de tours familiers et de tournures argotiques, ravale l'idiolecte des professionnels<sup>18</sup>.

*Dès lors, le populisme fait mouvoir des ressorts inconscients : levée des refoulements, désublimation. Par l'usage du champ émotionnel, l'affect de sa simplification et son bipolarisme est terriblement efficace.*

Si la démocratie d'opinion est déjà une forme exsangue de démocratie, que dire de la démocratie d'affect<sup>19</sup> ? Sinon, qu'elle est une méthode aux principes moralement difficilement défendables.

De plus, il est important de noter que le populisme a une structure de quadrilatère. Il y croise l'opposition entre ceux d'en haut/ceux d'en bas avec l'opposition ceux d'ici/ceux d'en face. Sur le plan du contenu, plusieurs caractéristiques marquent le populisme actuel, qu'il soit de gauche ou de droite :

- a) la condamnation sans appel des élites ;
- b) la défense d'une identité nationale menacée ;
- c) le rejet des forces étrangères menaçant cette identité<sup>20</sup>.

Ces caractéristiques sont d'autant plus importantes à notre époque de processus de simplifications généralisés et de complexités des rapports sociaux ; où les enjeux sont de plus en plus complexes et dont leur analyse nécessite un regard d'expert confirmé. Le populisme offre ce précieux avantage de traiter le monde compliqué avec des idées simples. Il croit encore à l'opposition univoque du vrai et du faux. Il s'imagine que le monde politique se divise en deux camps : ceux qui mentent et ceux qui disent la vérité<sup>21</sup>. En ce sens, nous pouvons retenir la formule de Christian Godin : « *Est populiste celui qui fait croire au peuple que tout ce qui lui est inaccessible lui a été interdit* ». Dès lors, le populisme balance entre la recherche du bouc émissaire et le déni comme étant les seules variables explicatives possibles aux problèmes sociétaux<sup>22</sup>.

## DES AFFAIRES AUX POPULISMES EN DEHORS DE L'OCCIDENT

Dégoûté par la corruption des élites, le populisme témoigne d'une exigence morale qu'il serait désastreux de sous-estimer<sup>23</sup>. En effet, depuis le début des années 1980, la majorité des citoyens se méfie des responsables politiques. C'est pourquoi, d'après Dominique Marchetti, « *la place prise par "les affaires" à partir des années 80 peut être [...] rapportée à cette nécessité croissante pour les hommes politiques de se démarquer en utilisant la "moralité" comme arme politique, pour qualifier ou disqualifier* »<sup>24</sup>. Toutefois cette carte de la

moralité tend à favoriser ce même populisme que les partis traditionnels peinent difficilement à combattre.

*Dès lors, le populisme est l'expression dérivée de ce culte de la différence qui caractérise les démocraties de masses contemporaines.*

« Je ne suis pas comme les autres », dit le leader populiste. « Les autres ne sont pas comme vous », ajoute-t-il<sup>25</sup>. Ce contraste est si difficilement défendable pour les partis traditionnelle, tant leur dépolitisation est de plus en plus importante à mesure de l'alignement néolibéral que suscite, en particulier, l'homogénéisation d'un personnel politique issu des rangs des « écoles du pouvoir »<sup>26</sup>.

L'éclatement, en mars 2014, de l'affaire PETROBAS au Brésil verra la destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff et la détention de son prédécesseur Lula, condamné pour corruption passive. La Cour Suprême autorise l'ouverture le 12 avril 2017 d'enquêtes contre des dizaines de politiques de premier plan, dont neuf ministres du gouvernement du président Michel Temer, successeur de Dilma Rousseff<sup>27</sup>. L'étendue de l'affaire force bien malheureusement l'idée de l'accumulation d'un capital social qui permet de passer du public au privé et vice versa.

Ainsi les diverses fractions des classes dominantes soutiennent les partis par une présélection innocente, même si la loi l'interdit expressément, tels que le financement,

la construction et le cadeau d'un appartement au président Lula par la société de BTP Odebrecht<sup>28</sup>. De cette affaire est née une vague contestataire qui a conduit à un populisme de frustration et insurrectionnel où la satisfaction des besoins élémentaires du peuple face à une élite déconnectée a pris naissance au travers de plusieurs manifestations, mais plus directement par l'élection du président Jair Bolsonaro. Favorisé par l'absence de responsabilités, ce qui l'a avantagé dans la course à la présidentielle, l'érigeant en « champion de la lutte contre la corruption », pointant les échecs de la classe politique traditionnelle tout en affichant des mains blanches<sup>29</sup>. Du sentiment d'abondance, une fenêtre aux solutions simplistes s'est ouverte, qui en reprenant la formule du philosophe Alain de Benoist : « le populisme moderne est né d'une absence d'alternative ». Il laisserait y voir la mesure du « fossé séparant le peuple de la classe politique »<sup>30</sup>. De par le jeu de la corruption et des problèmes galopants d'insécurité, le populisme en hémisphère sud s'y construit un nid favorable. En effet, différent du moteur du populisme du Nord, qui est la peur du déclassement, et comme dit précédemment, c'est avant tout la frustration d'une classe moyenne émergente qui trouvent que cela ne va pas assez vite. Que les réformes promises sont inefficaces et que l'insécurité n'a pas régressé comme attendu. Cela pousse les électeurs vers des solutions simplistes. À l'image de l'élection du Président Philipin Rodrigo

Duterte, dont les déclarations ont été des plus provocatrices les unes que les autres sans aucun respect des Droits de l'Homme. L'on peut noter : « Oubliez les Droits de l'Homme, si je deviens président, ça va saigner »<sup>31</sup>. Une déclaration en surenchère prononcée lors de la promotion de sa politique sécuritaire relative au trafic de drogue. Ce dernier prône une politique d'exécution extra judiciaire pour tous les consommateurs et vendeurs de substances considérées comme interdites. En outre, cela contraste directement avec la vision d'un populisme du Nord où le sacre de la légalisation du discours omet la prise en compte des extrêmes pour séduire le plus grand nombre dès lors qu'aucune sortie, au-delà du cadre légal, ne peut être tolérée afin de garder la popularité du leader en poue, ou garantir le plébiscite du parti politique.

En conclusion, au-delà du discours et des différences culturelles selon les régions, des problématiques communes émergent entre le Nord et le Sud, notamment en matière de sécurité, d'immigration, de paupérisation des classes moyennes, de la peur du déracinement et de la mondialisation. À certain égard, l'on peut parler d'une vague planétaire de repli identitaire qui se caractérise principalement par le refus de l'autre et la frustration généralisée par l'incompréhension des classes dominantes de la société. À l'image de l'essence même du terme, soit l'idéalisme du retour d'une communauté perdue, si le populisme a su

précéder historiquement la démocratie, il a également su lui succéder ou l'accompagner. Il pourrait tout aussi bien en signaler la fin<sup>32</sup>. Sous sa forme actuelle, l'idée d'un modèle dépassant les clivages gauche-droite sans jamais apporter de solution viable aux problèmes sociétaux pourrait bien souligner la fin de la démocratie qui elle-même n'est plus qu'une formule dépassée d'une société où le néolibéralisme est mondialisé. Certains y voient l'avènement d'un modèle « post-démocratique » qui fait la part belle à un monde de production et de consommation sécurisé<sup>33</sup>. Cependant, en raison de l'absence de moyen pratique, il faudrait plus y voir l'accession à un imaginaire délirant subsistant dans le subconscient de l'électeur en empêchant toutes formes de projections. De la corruption des élites au non-respect des normes et lois, de la trahison des élites et de l'irrespect pour la chose publique, l'électeur se voit contraint d'imaginer une utopie dont la réalité dévastatrice gangrène l'idéal démocratique. En ce sens, il serait sage de relire Georges Orwell et son concept de « *Common decency* » où l'on redonnerait force à la critique éthique du monde politique dont l'idée en définitive sera la (re)prise en considération de la chose publique pour la préservation de l'idéal démocratique<sup>34</sup>.







# RELATIVISATION DE LA VÉRITÉ

DE LA PRÉPONDÉRANCE CROISSANTE DE L'OPINION PAR RAPPORT À LA VÉRITÉ

---

Par Alexandre Navarre

*La recherche et l'acceptation de la vérité en tant que pilier moral et politique est certainement un des legs majeurs des Lumières aux générations qui lui ont succédé. Néanmoins, depuis plusieurs décennies, la valeur de la vérité dans l'espace public semble souffrir d'un recul inquiétant.*

---

La vérité est l'expression d'une connaissance conforme à la réalité ou aux faits tels qu'ils se sont effectivement déroulés. Le mensonge, quant à lui, est une assertion qui lui est contraire et le menteur prendra souvent beaucoup de soin à ne pas révéler la vérité. Mais aujourd'hui, le mensonge semble avoir fait place à une autre forme de discours, aux noms multiples : la post-vérité, les faits alternatifs, le *bullshit*, bref toutes sortes d'allégations infondées.

À l'inverse du menteur, le « *bullshiteur* » ne se préoccupe pas de la vérité et il semble mépriser aussi bien la logique que les analyses scientifiques. L'idée même de vérité est ici caduque. Ce qui intéresse l'au-

teur de ces propos, c'est exclusivement l'effet qu'ils auront sur l'opinion publique, peu importe leur caractère plus ou moins fondé. Lorsque, durant la campagne du Brexit, Nigel Farage assène à tous qu'en sortant de l'UE, le système de soins de santé britannique (NHS) récupérerait 350 millions de livres par semaine, il se soucie peu du fondement de cette déclaration ou que des analyses démontrent son invraisemblance. Culoté, il n'hésitera d'ailleurs même pas, dès le lendemain du vote, à qualifier « d'erreur de [son] camp » cette affirmation sur le NHS. Ce qu'il dit est faux, tout le monde sait que c'est faux, mais cela marque malgré tout les esprits et insère le doute chez les plus crédules.

« Le contraire de la vérité n'est pas le mensonge mais la conviction » écrivait Nietzsche, philosophe du soupçon par excellence qui dénonçait le caractère absolu et illusoire de la vérité entendue comme norme universelle. Seulement, ces allégations chocs et sans fondement se multiplient dans la bouche des détenteurs d'autorité (politique, économique, culturelle etc.), et la vérité semble revêtir un caractère moins impérieux que par le passé.

*Naturellement, toutes les vérités ne sont pas uniques et intangibles.*

Il suffit de se rappeler que des crèmes au radium et thorium, vendues en pharmacie, vantaient leurs bienfaits radioactifs il y a seulement un siècle. Cependant, il ne faut pas considérer la vérité comme étant seulement une information ou un pur concept aristotélien, c'est aussi et surtout un ensemble de méthodes acceptées (car fondées sur des techniques démontrables et reproductibles) qui visent à représenter, découvrir et anticiper les phénomènes qui nous entourent. Avec l'accumulation des connaissances humaines, les méthodes acceptées changent et certaines vérités évoluent mais l'idée même qu'il existe une vérité et que certaines méthodes sont les plus adaptées à sa révélation doit rester inchangée.

En effet, ce principe de la vérité comme idéal culturel nous permet de cohabiter avec d'autres puisque nous partageons un référentiel commun

aux fins de déterminer ce qui relève de la vérité plutôt que du mensonge ou de l'erreur.

L'émergence des médias de masse dans le courant du XX<sup>e</sup> siècle et davantage encore au XXI<sup>e</sup> a produit un formidable bourdonnement permanent d'information. Dans un tel contexte, pour surnager, il n'apparaît plus nécessaire de déclamer la vérité mais bien simplement de dire quelque chose, quel que soit le message et en ignorant (ou en faisant mine d'ignorer) les faits et la nécessité d'y soumettre leur argumentation. Toutefois, ce phénomène d'amplification de la parole publique n'est pas le seul responsable de la relativisation de la vérité. Plus récemment, il semble qu'on assiste aussi à une glorification de « la vérité intérieure et personnelle », l'individu ne cherchant plus une représentation exacte de la réalité mais bien une représentation fidèle de l'idée qu'il se fait de la réalité (en faisant fi du nécessaire scepticisme ou de la solidité de ses raisonnements).

Ce culte de la subjectivité est également vecteur de recul de la capacité à entendre une vérité contraire à l'image qu'on s'en est faite. D'aucuns tendent à se sentir victime des énoncés contraires à *leur* réalité. De nombreuses associations culturelles ou militantes utilisent cette mécanique « je me sens victime, donc je suis victime », avec une certaine efficacité car le registre de l'émotion rend bien souvent malaisée l'énonciation d'une vérité basée sur



des statistiques ou des analyses de cas concrets qui passera pour froide ou insensible.

Pourtant, la vérité a un aspect coercitif, elle s'impose au-delà de l'opinion, elle est démontrable. Que la Terre soit ronde, que le taux d'extrême pauvreté ne cesse de diminuer à grande vitesse ou que le surpoids ait un effet néfaste sur la santé ne devrait pas être sérieusement contesté, on voit pourtant que certains s'évertuent à nier cette vérité évidente et à fleureter avec les théories du complot ou à invoquer un statut de victime intouchable. Quant à savoir pourquoi une partie des individus adhère à des messages aussi simplistes et irréalistes, il faut peut-être chercher la réponse dans le lien de confiance nécessaire à l'égard des autorités de qui émanent la « vérité » (les institutions, les élites). Force est de constater que la science et sa capacité à prévoir et mesurer les faits est aujourd'hui également bousculée par la manière dont les individus se pensent en tant qu'êtres autonomes.

« Les individus sont désormais définis par un « moi émotionnel ». Devenir soi-même est devenu une norme. (...) Le populisme de « l'après-vérité » [est] un effet pervers de la modernité qui invite les individus à se construire eux-mêmes » écrit le sociologue Claude Poissenot.

À entendre un certain nombre d'individus et d'associations (souvent « anti-...»), la vérité serait un outil de pouvoir au service d'une tyran-

nie politique. C'est un renversement spectaculaire par rapport à l'époque des Lumières où la vérité était justement un outil contre les despotes. La vérité subit depuis peu des attaques en règle, au titre que chaque groupe ou individu a le droit de réclamer sa vérité, invoquant la primauté du choix individuel sur toute autre considération. Le phénomène atteint même le berceau initial des Lumières, les universités. De nombreux campus voient en effet des groupes divers tenter d'interdire ou de saboter des événements contraires à *leur* vérité. Le dernier exemple en date n'étant rien de moins que la tentative d'annulation à l'ULB d'une conférence avec des auteurs de Charlie Hebdo, dénoncés comme « réactionnaires » par un Cercle féministe, les Jeunes FGTB et l'Union syndicale étudiante. Ironie mordante, le thème de la conférence portait justement sur la liberté d'expression.

*Estimer que la pluralité des opinions est un principe fondamental de la démocratie ne signifie en aucun cas que toutes les opinions se valent. Face à ce relativisme, il est essentiel de ne considérer légitimes que les opinions issues d'une délibération et d'un examen critique.*

Cette tendance au droit à la « non-offense » est de plus en plus présente sur les campus du monde entier qui organisent des « *safe spaces* » ou « espaces intellectuellement sécurisés » afin d'éviter les « micro-agressions » c'est-à-dire précisément la confrontation d'idées, qui ont pour but

de dégager un énoncé au plus près de la vérité. Or, les personnes qui organisent ces espaces jouent un rôle de censeurs et de moralisateurs extrêmement nocifs à cette confrontation des idées. La vérité tend à être réduite à une différence d'opinion tant au plan moral que factuel. Coïncidence ou pas, ce phénomène de « censure de tout ce qui offense » s'est développé à la même époque que les réseaux sociaux, qui officient trop souvent comme les juges ultimes de ce qui peut être dit ou fait.

*En outre, et malgré d'autres grandes qualités indéniables, ces réseaux sociaux constituent une caisse de résonance incroyable au sentiment « d'offense délocalisée ».*

Les images qui circulent en une fraction de seconde de cultures en cultures et l'interprétation qui peut en être faite ailleurs sera très souvent décontextualisées avec le risque d'être considérée comme offensante ou insultante par certains, rendant le sentiment de « micro-agression » permanent. Ce fut par exemple le cas des caricatures de Mahomet par un journal danois ou du tollé des chars du carnaval d'Alost.

Selon l'auteur serbo-américain Steve Tesich, inventeur du concept de post-vérité, l'origine de la dévalorisation de la vérité serait à trouver dans le traitement de l'affaire du Watergate dans les années '70. Le président républicain Nixon avait tenté d'espionner le parti démocrate et ensuite de jouer de son influence pour étouffer

ce scandale. Sans succès, il a été contraint de démissionner et d'ainsi éviter l'humiliation d'une procédure d'*impeachment*. Mais selon Tesich, « cette victoire [de la démocratie] a été suivie d'un phénomène inattendu. Que ce soit à cause du traumatisme du Watergate - dont les révélations s'ajoutaient aux nombreux crimes de la guerre du Vietnam - ou parce que Nixon a été si rapidement pardonné, le fait est que nous avons commencé à nous désintéresser de la vérité. La vérité était devenue synonyme de mauvaise nouvelle et nous en avons assez des mauvaises nouvelles, peu importe qu'elles soient vraies ou essentielles à la bonne marche de notre pays. Nous avons commencé à attendre du gouvernement qu'il nous protège de la vérité ». En somme, le rationalisme et le scepticisme en ce qu'ils participent au *désenchantement* du monde - c'est-à-dire à rendre compte de la vérité sous sa forme la plus aride - peuvent être de moins en moins perçus comme des comportements favorisant le bon développement de nos sociétés.

Les mensonges ou les « vérités alternatives », chères à Donald Trump, ont la qualité de permettre à l'opinion publique d'ignorer les mauvaises nouvelles et de célébrer la fierté nationale ou de vanter les actions de leurs auteurs. En fin de compte, il est moins important que l'information soit vraie, pourvu qu'elle soit plausible. Les armes de destruction massive, justification à l'invasion de l'Irak en 2003, étaient un mensonge mais c'était plausible.

Et ni Georges Bush ni Colin Powell n'ont véritablement subi de sanction à la suite de ce mensonge organisé. Dans un contexte de guerre, un exemple récent est le développement d'une stratégie de guerre *hybride* mise en place par la Russie lors de l'invasion de la Crimée en 2015, jouant à la fois sur le tableau militaire et de la désinformation à grande échelle. L'apparition soudaine, sur le territoire criméen, d'une force militaire sans uniformes estampillés du blason russe a permis à Vladimir Poutine de nier tout lien avec ces forces armées. Personne n'était dupe mais le message tournait néanmoins en boucle et les observateurs les moins connaisseurs estimaient devoir relayer cette possibilité au nom d'une forme de neutralité journalistique. C'est comme si la plausibilité d'une affirmation suffisait à rendre acceptable son énonciation. Ce remplacement de la vérité par la vraisemblance ou la plausibilité permet de n'être jamais limité dans ses arguments et de jeter facilement le discrédit sur ses adversaires.

« Le mensonge n'est un vice que quand il fait mal. C'est une très grande vertu quand il fait du bien. Soyez donc plus vertueux que jamais. Il faut mentir comme un diable, non pas timidement, non pas pour un temps, mais hardiment et toujours. Mentez, mes amis, mentez, je vous le rendrai un jour » écrivait cyniquement Voltaire.

*Nous sommes donc entrés dans cette ère de post-vérité qui valo-*

*rise autant l'autonomie personnelle qu'elle ne rend commune la défiance à l'égard des institutions et des élites traditionnellement chargées de la production de la vérité.*

Face à ce constat, il est indispensable d'expliquer à tous en quoi l'autonomie individuelle doit tout ou presque à la primauté de la Raison et à la reconnaissance de droits universels. Car c'est en faisant cet exercice de pédagogie que nous parviendrons à continuer à bâtir un futur en commun tout en préservant le droit légitime de se différencier.



# IMMIGRATION ET POPULISME EN EUROPE

DE LA PRÉPONDÉRANCE CROISSANTE DE L'OPINION  
PAR RAPPORT À LA VÉRITÉ

---

Par Julien Liégeois

*Minuit sonne dans la nuit du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février 2020. Un événement majeur provoque un précédent politique sans pareil dans l'histoire de l'Union Européenne. Le retrait du Royaume-Uni de l'Europe des 27 est officialisé. C'est la première fois en 70 ans qu'un État-Membre quitte l'Union.*

---

Cette saga politico-juridique du nom de Brexit commence plus précisément le 23 juin 2016 avec un référendum notoire et est ensuite ponctuée de plusieurs dates clés. Il y a d'abord le 29 mars 2017 où, seconde femme Première Ministre après Margaret Thatcher, Theresa May active l'article 50 du traité de Lisbonne sur l'Union Européenne, lançant officiellement les négociations entre le 10 Downing Street et l'équipe de négociateurs européens, Michel Barnier à sa tête. Après un plan de Brexit refusé plusieurs fois par les Européens ainsi que par le Parlement britannique (entre autres à cause de la frontière nord-irlandaise et le fameux back stop) et des reports successifs de la date d'entrée en vigueur du

Brexit, Theresa May démissionne le 24 mai 2019. C'est un certain Boris Johnson (BoJo pour les intimes) qui, le 24 juillet 2019, lui succède à la tête du pouvoir exécutif. L'objectif ? *Get Brexit done whatever means necessary*. S'ensuivent des manœuvres politiques douteuses dont une tentative de contournement du Parlement où Johnson tente de faire avaliser son deal par l'UE. Cette dernière accepte le 17 octobre 2019 lors d'un sommet européen mais BoJo n'est pas au bout de ses peines. Quelques jours plus tard, contraint par les députés britanniques, il demande à l'UE un report de l'application du Brexit du 31 octobre 2019 au 31 janvier 2020. Donald Tusk, le président du Conseil Européen, approuve cette demande.

Des élections anticipées ont lieu au Royaume-Uni et renforcent à la fois les Conservateurs et le mandat de Boris Johnson pour concrétiser le Brexit. C'est donc au bout d'un processus marqué par la lenteur et l'incertitude politique que le Royaume-Uni sort de l'UE le 31 janvier 2020. À présent, le travail qu'il reste à mener est de déterminer quelle relation l'UE et le Royaume Uni veulent avoir dans un futur proche. Déjà, Boris Johnson annonce se montrer "sans concession" vis-à-vis de l'Union Européenne. Les nouvelles négociations risquent donc d'être houleuses.

*Au-delà des différentes réactions émotionnelles provoquées au quatre coins de l'Europe par la concrétisation du Brexit, une prise de recul est nécessaire afin de tirer des leçons en se posant la question suivante : comment en sommes-nous arrivés là ?*

Il existe plusieurs éléments clés pouvant expliquer la victoire du "Oui" au référendum du 23 juin 2016. Pour en citer quelques-uns et de manière non-exhaustive, il y a, tout d'abord, la longue tradition nationale d'eurosepticisme au sein du paysage politique britannique notamment chez les Conservateurs. De plus, sont à noter une critique de l'establishment et des bureaucrates de Bruxelles ainsi qu'une frustration face à la mondialisation économique. On citera également une plus grande souveraineté nationale et une attitude particulièrement volatile des électeurs vis-à-vis de l'appartenance de leur pays au sein de l'Union Européenne.

Pour terminer la liste des éléments clés pouvant expliquer la victoire du "Oui" au référendum du 23 juin 2016, il y a l'immigration qui est un des éléments qui nous intéresse le plus et qui sera développé en profondeur. Ce facteur a joué en faveur d'un des acteurs populistes principaux de cette campagne du Leave que fut le parti UKIP<sup>2</sup> mené par le sulfureux Nigel Farage. Relativement méconnu jusqu'en 2010, sa notoriété n'a cessé de croître depuis lors. C'est dans un contexte spécifique de crainte grandissante de l'opinion publique vis-à-vis d'importants flux migratoires, notamment de travailleurs venant d'Europe Centrale et de l'Est que UKIP s'est imposé comme parti principal dans le paysage politique britannique. En effet, comme le montre le rapport *Brexit and the Impact of Immigration on the UK*<sup>3</sup>, le Royaume-Uni a connu une forte augmentation de son flux migratoire net<sup>4</sup>, surtout après 2004 et l'admission de plusieurs pays de l'Europe de l'Est au sein de l'UE. Ainsi, entre 1995 et 2015, le nombre de migrants européens a triplé, passant de 0.9 millions à 3.3 millions. La proportion de citoyens européens a augmenté alors de 1.5 % à 5.3 % du total de la population et formant 6.3 % de la population en âge de travailler. Il est donc vrai que la société britannique a connu une augmentation importante du nombre d'immigrants ces dernières années.

## ■ TAKING BACK CONTROL

Dans ce contexte, les représentations des citoyens britanniques concernant les effets de cette migration sur leur société semblent avoir joué un rôle prépondérant. Comme le mettent en évidence Matthew Goodwin et Caitlin Milazzo<sup>5</sup>, chercheurs aux universités du Kent et de Nottingham, les individus qui percevaient négativement les effets de l'immigration sur le Royaume-Uni et leur communauté locale ont eu tendance à voter en faveur du Brexit. Ainsi, les citoyens convaincus que l'immigration représente un fardeau pour l'Etat et sa sécurité sociale ainsi qu'une menace pour la culture britannique ou que l'immigration apporte un effet négatif pour l'économie ont soutenu majoritairement le camp du Leave. De plus, pour ces derniers, le retour d'un contrôle plus strict sur les flux migratoires du Royaume-Uni ne pouvait se faire qu'en dehors de l'Union Européenne. Comme le montrent encore Goodwin et Milazzo (2017), cette perception a également renforcé le vote du Leave, ses partisans étant persuadés que le Brexit allait diminuer l'entrée de migrants sur le territoire britannique. Il n'est donc pas si surprenant que, dans cet environnement de préoccupation généralisée vis-à-vis de l'immigration, les partis eurosceptiques aient concentré majoritairement leur campagne sur cette thématique, quitte à instrumentaliser les inquiétudes des citoyens britanniques. Ainsi, les messages électoraux anti-immigration ont eu

une résonance émotionnelle particulièrement forte auprès de ces derniers.

Un autre fait<sup>6</sup> mentionné par les chercheurs Lawton & Ackrill (2016) est que la plupart des partisans du camp du Leave vive dans des zones connaissant très peu d'immigration, avec quelques exceptions pour la ville de Boston. Il est donc d'autant plus évident pour les partis tels que le UKIP et les Conservateurs d'instrumentaliser les craintes vis-à-vis d'un groupe minoritaire d'individus, les soutiens au Brexit ayant généralement peu de contact avec des migrants.

## ■ IMMIGRATION, SOURCE D'OPPORTUNITÉS ET DE RICHESSES ÉCONOMIQUES

Quittons maintenant le contexte politique nationale britannique et prenons un peu de recul en observant le paysage politique européen dans son ensemble.

*En 2018, un eurobaromètre<sup>7</sup> abordant spécifiquement l'intégration des immigrants dans l'Union Européenne nous rapporte les perceptions des citoyens européens. Ainsi, une minorité de personnes (37%) pense qu'elle est bien informée sur la migration. Les répondants ont aussi tendance à surestimer le nombre de migrants non-européens au sein de leur pays.*

De plus, 57% des personnes interrogées disent qu'elles se sentiraient à l'aise pour avoir des relations sociales avec des immigrants, que ce soit des collègues ou des amis.

Par contre, un peu plus de la moitié (54%) pensent que l'intégration des migrants est réussie. Les chiffres varient en fonction des États-Membres et, tout comme dans certaines régions du Royaume-Uni, ce sont les pays qui accueillent le moins de populations immigrées qui ont tendance à avoir une perception négative de leur impact sur la société. Plus récemment, l'eurobaromètre<sup>8</sup> d'automne 2019 indique qu'un tiers des Européens (34%) considère l'immigration comme étant un des problèmes les plus importants pour l'UE. Ce pourcentage, certes au plus bas depuis l'automne 2014, classe cette thématique devant le réchauffement climatique (24%), la situation économique (18%) et le terrorisme (15%). Ainsi, plusieurs années après la crise migratoire de 2015-2016, la migration constitue encore un sujet de préoccupation d'actualité, le doute habitant encore un nombre important d'Européens.

*Comment alors rassurer ces citoyens et mettre fin à l'instrumentalisation de leur inquiétude par les populistes de tout bord? Autrement dit, comment limiter la propagation de discours négatifs stigmatisant l'immigration et nourrissant un euroscepticisme important ?*

La solution réside dans le développement d'un véritable discours politique positif et constructif qui, sans nier les défis que représentent les flux migratoires, considère que ces derniers peuvent être source de richesses et d'opportunités. En somme, un discours libéral.

Ce discours doit d'abord reconnaître que toute personne a de plus en plus tendance à se délocaliser dans le but d'améliorer sa condition de vie. Dans cette optique, afin d'échapper à la pauvreté dans laquelle la personne vit, la recherche d'un travail dans un autre pays est la solution.

Jérôme Vignon met ce fait en évidence dans son rapport de l'Institut Jacques Delors : « le monde dans son ensemble, tous continents confondus, est entré dans une phase d'accroissement de la mobilité<sup>9</sup>. » De plus, les indications de l'OCDE<sup>10</sup> abondent dans ce sens. Pour les années 2015 et 2016, la proportion d'immigrés de 15 ans et plus dans les pays de l'OCDE a atteint 120 millions alors qu'en 2000-2001, elle était de 78 millions. De plus, 54% des immigrés dans le monde résident dans la zone OCDE et cette proportion a augmenté au cours des 15 dernières années. Ces chiffres sont, en soi, une bonne nouvelle car cette augmentation des flux migratoires s'expliquent par l'accroissement des niveaux de vie dans les pays pauvres et dans les pays émergents. Ce sont surtout les jeunes actifs qui bougent grâce à l'augmentation de la richesse moyenne par habitant et à l'ouverture de leur pays au commerce international.

Un autre élément à souligner est que les différentes économies d'Europe ont des besoins récurrents en mains d'œuvre que les populations européennes autochtones ne sont pas en mesure de combler et ce depuis plusieurs années.



Déjà durant la période 2000-2010, ces besoins ont été compensés à 70% par l'immigration<sup>11</sup>. D'autant plus que le vieillissement démographique<sup>12</sup> et la baisse de natalité contribuent à l'inversion de la pyramide des âges des sociétés européennes, réduisant ainsi le groupe de travailleurs actifs sur le marché du travail. C'est à partir de cet état de fait que les autorités politiques européennes devraient profiter de cette augmentation de la migration économique pour combler les besoins spécifiques de leurs marchés de l'emploi. D'ailleurs, comme le rappelle Jérôme Vignon<sup>13</sup>, entre 2010 et 2020, selon les projections faites pour l'exercice Europe 2020, l'apport estimé à 9 millions d'immigrants actifs équilibrera tout juste la baisse de la population active européenne due au vieillissement.

Il est donc plus que temps de renforcer des politiques migratoires du travail et ce, tant au niveau européen qu'au niveau national.

## **DES SOLUTIONS POUR L'UNION EUROPÉENNE**

Une étude<sup>14</sup> de l'OCDE et de la Commission Européenne souligne plusieurs points d'amélioration pour affiner les politiques migratoires européennes. Parmi ceux-ci, nous retrouvons, tout comme évoqué précédemment, l'orientation de politiques où les besoins sont grands et l'attractivité faible. Les compétences des migrants devraient être évaluées le plus vite possible afin de les orienter vers des emplois conve-

nant à leur niveau d'éducation et où il y a des manques de main d'oeuvre. Pour mettre en place cet objectif, il est également nécessaire d'établir des canaux légaux de migration pour empêcher le recours à l'illégalité. Par exemple, une approche sectorielle pourrait être plus développée. Elle permettrait d'abord d'identifier des catégories de migrants économiques et des standards pour leur recrutement. Cette approche sectorielle pourrait ensuite établir des procédures législatives européennes permettant aux migrants économiques de s'établir dans un État-Membre depuis un autre afin d'y acquérir un emploi.

Une autre solution consiste à rendre la Carte Bleue Européenne plus attractive et efficace. Cette carte est un permis de travail délivré aux résidents d'un pays non-membre de l'Union qui lui permet, suivant certaines conditions, de venir travailler plus facilement sur le territoire européen. L'objectif de ce permis est d'attirer des travailleurs hautement qualifiés. Malheureusement, peu de pays européens l'utilisent si ce n'est l'Allemagne et le Luxembourg. Pour rendre cette carte plus attrayante, le seuil salarial requis pourrait être diminué afin d'inclure les troisièmes et quatrièmes déciles de revenus et maintenir les critères d'emploi et d'éducation. Cette mesure permettrait de tripler le nombre de personnes potentiellement éligible. En effet, des entreprises européennes nécessitant de recruter hors UE faute de profils adéquats (on pense aux entreprises high-tech) se

heurtent à une procédure longue et laborieuse qui freine voire enterre l'obtention du permis unique.

## DES SOLUTIONS POUR LA BELGIQUE

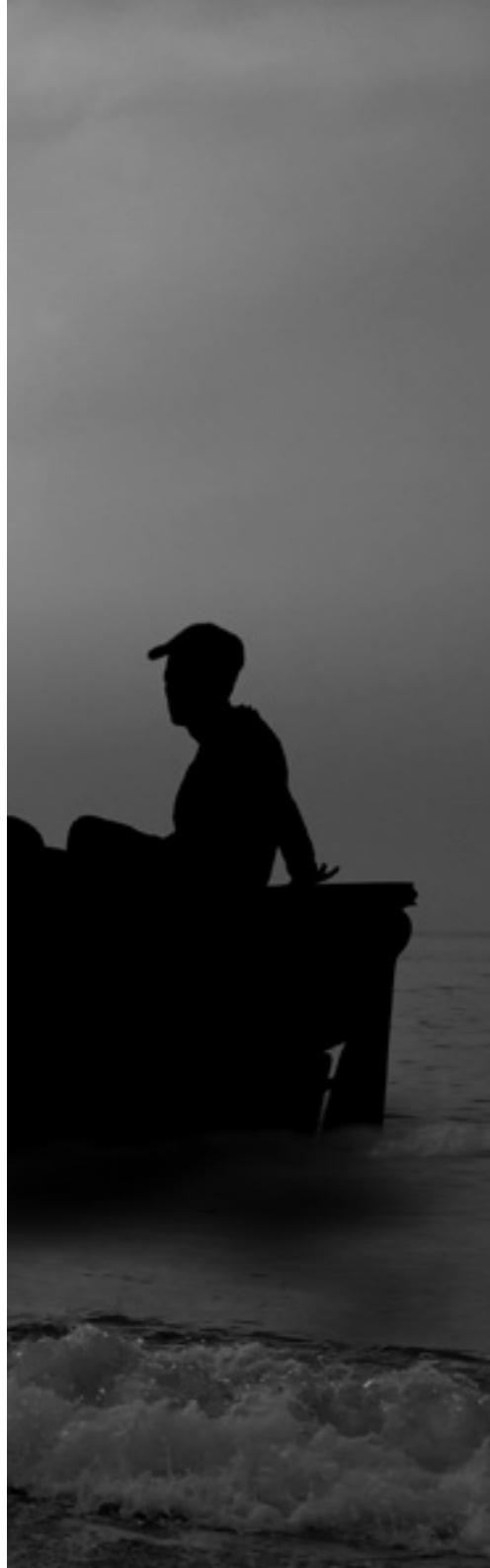
Marc De Vos, dans le livre<sup>15</sup> « Un projet pour la Belgique », propose des pistes pour aider les immigrants non-européens (déjà résidents ou non en Belgique) à accéder au marché belge du travail. Pour l'auteur, le taux d'activités des immigrants est faible pour plusieurs raisons: un faible niveau de formation ainsi qu'un important retard linguistique, des exigences de diplôme pour beaucoup de fonctions, des facteurs socioculturels qui influencent les choix et les comportements, une vie dans des quartiers défavorisés caractérisée par un travail au noir important et une forte criminalité, des politiques de recrutement inadaptées et de la discrimination. D'où l'importance d'établir une stratégie politique qui intègre tous ces aspects. Toujours d'après M. De Vos, une première étape consisterait à résoudre des problèmes qui se situent en dehors du marché de l'emploi. En effet, il manque des politiques d'immigration sélective visant à combler les besoins de notre marché du travail. Une intégration sociale insuffisante dans les centres urbains et des retards dans l'enseignement sont également des facteurs critiques qu'il faut solutionner. Concernant l'enseignement, une solution pour combler le gouffre entre profils spécifiques recherchés sur le marché du travail

et le manque de formation de certains groupes de migrants économiques pourrait être une culture du recrutement différente. Elle devrait être plus axée sur les compétences et moins sur le diplôme. En parallèle, les autorités doivent plus travailler sur la reconnaissance des qualifications et des formations dans les pays d'origine, avant même l'arrivée du migrant. Une autre mesure concrète avancée par l'auteur est de créer un guichet unique réunissant tous les services sociaux et d'intégration (intégration citoyenne, logement, office de l'emploi, CPAS, ONEM, mutuelle, etc.). L'avantage de cet interlocuteur unique permettrait aux personnes fraîchement arrivées dans le pays de faciliter la compréhension du fonctionnement administratif belge et de plus facilement s'insérer dans la société active. Pour terminer, l'auteur ajoute que le lieu de travail est également un enjeu en lui-même : il faut y développer des politiques de diversité qui sont sensibilisatrices et préventives afin d'éviter toute forme d'exclusion au sein de l'entreprise.

## EN CONCLUSION

Le monde entre dans une phase critique d'augmentation généralisée de la mobilité. Comme nous l'avons vu, les flux migratoires grandissent et s'intensifient. De plus en plus de personnes décident de quitter leur pays d'origine en quête d'un avenir meilleur. Parallèlement, le marché économique européen a, ces dernières années, apporté beaucoup de richesses aux citoyens de l'Union.

Pour continuer à produire du surplus économique et répondre à ses besoins, ce marché demande maintenant aux Européens de s'ouvrir à des travailleurs provenant de différents endroits du monde. Au Royaume-Uni, ce sont les populistes qui ont répondu à ce challenge par le Brexit. Dans d'autres pays européens tels que la Hongrie et la Pologne, c'est la méfiance et le repli sur soi qui dominent. Le reste de l'Union Européenne ne peut donc pas se résoudre à cet « isolationnisme migratoire » contre-productif. L'alternative à ces discours populistes est le discours libéral qui se caractérise par une approche constructive du défi migratoire à venir et qui voit dans ce dernier une source d'opportunités et de richesses. Comme nous l'avons vu, des solutions politiques existent tant au niveau européen que national pour permettre aux nouveaux venus de s'insérer plus efficacement sur le marché de l'emploi et dans la société active. Aux différentes autorités politiques de s'en inspirer et de les implémenter dans leur pays respectif et ainsi rassurer les craintes de millions d'Européens.





# UNE ALTERNATIVE HISTORIQUE AUX POPULISMES ?

LES « NOUVELLES RELÈVES » DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

---

Par Mike Dheur

*Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les États européens et leurs alliés réalisent toute l'ampleur et l'horreur du conflit. Selon les archives compilées des différents belligérants<sup>1</sup>, le bilan humain du conflit est estimé à plus de 20 millions de morts et 21 millions de blessés toutes nations confondues. Si les pertes militaires sont colossales (environ 9,7 millions de morts), les victimes civiles sont encore plus nombreuses (plus de 10 millions). Dans l'esprit des témoins et survivants de cette boucherie, une chose paraît sûre : ce sera la Der des Der ! Les États et leurs populations décimées souhaitent tirer les leçons de cette expérience traumatisante.*

---

Alors que nous venons de célébrer le centenaire de la Grande Guerre, l'année 2020 inaugure à présent le souvenir séculaire de la période dite de l'Entre-deux-guerres. Ce riche moment historique s'étendant de 1919 à 1939 voit défiler l'insouciance des Années folles, explosion culturelle, artistique, mais aussi idéologique, avant de sombrer dans la Grande dépression post crise économique de 1929, prélude aux nouvelles hostilités du XX<sup>e</sup> siècle.

La présente contribution souhaite offrir au lecteur une première ap-

proche historique du phénomène dit de « nouvelles relèves » qui se développe au cours des années 1920 et se concrétise la décennie suivante. Cette thématique s'attache particulièrement au groupe social de la jeunesse qui s'épanouit, s'interroge, se révolte, se réinvente dans l'ombre des échecs de leurs aînés. Les générations d'après-guerre sont en quête de nouvelles voies dans un espace de libre expression idéologique à construire entre les montées en puissance du fascisme et du communisme. La notion plurielle de populisme est donc en filigrane

de cet article, mais son utilisation se veut prudente, ce terme relevant davantage de l'anachronisme pour la période analysée.

Notre propos souhaite partir du postulat historiographique établi par les contemporanéistes Olivier Dard et Didier Deschamps<sup>2</sup> : la crise des années 1930 voit la naissance de groupements de jeunes non conformistes se posant comme « relèves » d'élites politiques et intellectuelles défaillantes. Il convient de préciser que ce phénomène est avant tout une expérience européenne commune, partagée par la plupart des pays qui composent l'Union actuelle à la manière de protomouvements européens qui trouveront leur concrétisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, les contraintes de cet article nous feront privilégier le cas belge francophone.

Nous définirons dans un premier temps la notion de « nouvelles relèves » dans son contexte historique avant de nous pencher sur quelques exemples concrets de mouvements, leurs relations avec la doctrine libérale et l'attrait pour les populismes naissants. Enfin, la postérité et l'actualité de ce phénomène nous intéresseront particulièrement.

### **L'ORIGINE HISTORIQUE DE LA GÉNÉRATION DES « NOUVELLES RELÈVES »**

Olivier Dard, professeur d'histoire politique à la Sorbonne, utilise le

terme de « nouvelles relèves » pour la première fois en 2002 dans son ouvrage référence *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*<sup>3</sup>. Il s'agit de mettre un nom sur « l'esprit des années 30 » et le « non-conformisme » qui règne alors. La difficulté pour les historiens est d'abord de définir l'appartenance ou non d'un jeune intellectuel à un mouvement non conformiste, c'est-à-dire se situant au-delà des clivages politico-idéologiques communément admis (à savoir, les clivages droite/gauche, libéral/social, mais aussi fasciste/communiste). Précisons que la notion de « non-conformisme » semble être une spécificité lexicale française, la notion n'ayant pas d'équivalent dans d'autres langues. Le terme de « relève » est donc préféré par l'historiographie pour désigner la volonté de figures incarnées par les jeunes, agrégées en groupements souvent instables, de proposer et de mettre en œuvre des projets afin de sortir la société d'un malaise ou d'une crise<sup>4</sup>. Les projets et idéologies portées par ces « relèves » sont décrits et analysés différemment sur le plan des causes, d'où une diversité voire une opposition entre les solutions proposées.

En effet, la Première Guerre mondiale a permis la naissance de nouvelles idéologies qui ont séduit une jeunesse traumatisée par le conflit et le sacrifice de ses aînés. Animée d'un sentiment de révolte exacerbé par la révolution russe de 1919, elle se dresse contre ces adultes qui ont failli.

La jeunesse est donc placée au 1<sup>er</sup> plan pour son rôle potentiel dans la direction des États et Sociétés et de par sa volonté de trouver une voie entre les démocraties libérales inefficaces et les alternatives autoritaires, voire totalitaires (fascistes ou communistes). Il est à noter que l'un des objectifs de la recherche historique sur cette thématique est de montrer que les jeunes cherchent ces 3<sup>e</sup> voies dans un cadre européen malgré la diversité des réponses entre les différents mouvements.

Revenons en 1918 : le modèle politique de la démocratie libérale moderne semble être le grand vainqueur de la guerre face aux régimes autoritaires austro-hongrois, allemand et russe, symboles d'un ordre passé révolu<sup>5</sup>. Le parlementarisme s'installe durablement partout à l'exception de la Russie se revendiquant du marxisme. Les anciennes minorités nationales libérées du joug des empires centraux forment de nouveaux États fondés sur le suffrage universel comme les Républiques de Pologne ou de Tchécoslovaquie et les monarchies constitutionnelles de Roumanie et Yougoslavie. Les assemblées s'ouvrent à de nouvelles catégories sociales et se veulent représentatives avec l'arrivée d'élus issus des classes ouvrières et paysannes.

Pourtant cette victoire de la démocratie reste fragile. Les populations n'ont pas encore acquis la pratique du régime parlementaire et, encore majoritairement illettrées,

ne peuvent encore efficacement participer à la vie politique<sup>6</sup>. Les peuples européens sont la proie facile des démagogues et élites locales qui orientent habilement leurs votes. La démocratie libérale est tiraillée pendant l'entre-deux-guerres entre le bolchévisme à gauche et, à droite, par les mouvements à tendance autoritaire. Et puis, l'idéologie même du libéralisme économique est mise à mal. L'opposition entre « nouveaux riches » et « nouveaux pauvres » se cristallise dans les sociétés d'après-guerre. Certains groupes sociaux ont en effet profité du conflit pour s'enrichir, notamment par la spéculation, tels que banquiers, commerçants, industriels et gros fermiers. En face, ceux qui ont tout perdu lors de la guerre, dont les très nombreux anciens combattants, sont réduits à un état d'appauvrissement alarmant malgré les sacrifices consentis. L'État libéral a failli, y compris pour la petite bourgeoisie et les classes moyennes dont les intérêts n'ont pas été protégés par le système. L'ensemble de ces déçus formeront l'essentiel de la clientèle électorale des partis populistes de cette période à l'instar du nazisme en Allemagne et du fascisme de Mussolini dès 1922.

Dans cette configuration bien sombre, quelle place pour la Jeunesse ? Comment les nouvelles générations d'élites intellectuelles souhaitent-elles reconfigurer le paysage politique ?

## LES NOUVELLES RELÈVES EN BELGIQUE FRANCOPHONE ET LEUR PORTÉE EUROPÉENNE

Les « nouvelles relèves » en Belgique francophone sont particulièrement prolifiques et concernent toutes les tendances idéologiques avec un point commun fondamental : l'europhisme. Elles s'illustrent particulièrement dans l'étroite relation et les réseaux qui se mettent en place entre la Jeunesse belge et, notamment, la Jeunesse française des années 1930. L'orientation paneuropéenne de ces jeunes belges est analysée par l'historienne Geneviève Duchenne de l'Institut d'études européennes de l'UCL<sup>7</sup>. L'une des spécificités de ces groupements réside dans le fait qu'ils sont tournés vers l'extérieur, ouverts aux autres États européens dans une perspective supranationale. De fait, alors que les « nouvelles relèves » des autres pays sont plutôt centrées sur les préoccupations internes et la dénonciation des élites locales, la génération belge de milieux surtout francophones est porteuse de projets de rénovation de la société nationale et d'unification européenne.

Dans un État déjà largement pilarié par les enjeux confessionnels, sociaux et bientôt linguistiques, les jeunes relèves du Royaume s'inscrivent déjà aux marges des trois partis traditionnels belges. Elles sont explicitement décrites dans un article intitulé « Jeunesses Politiques », rédigé par l'avocat Henry Van Leynseele dans le quotidien libé-

ral bruxellois l'Etoile belge en 1931<sup>8</sup>. Les Jeunes Catholiques constituent alors le « groupement le plus homogène, très antilibéral, œuvrant dans le sens d'une réaction conservatrice malgré son sens profond de l'État ». Il s'agit du mouvement le plus influent et actif dans les années 1930. Les Jeunes Socialistes, quant à eux, « apportent à la défense de leurs idées, une très grande générosité d'âme, un sens exact des réalités européennes et une objectivité qui donnent intellectuellement la mesure de leurs talents », malgré la concurrence croissante du communisme. Enfin, Les Jeunes Libéraux « se haussant vers l'internationalisme, restent toutefois attentifs aux intérêts de la Belgique » : il est certain que l'antilibéralisme ambiant qui caractérise la plupart des « nouvelles relèves » européennes de l'entre-deux guerre empêche le développement et la réforme de la doctrine, laissant le champ libre aux courants plus autoritaires et totalitaires.

*L'origine de ces nouvelles relèves est donc essentiellement étudiante. Elles se rejoignent dans leur rêve d'un nouvel ordre européen au sein duquel la Belgique aurait une place de choix.*

Les milieux les plus réactifs sont le fruit de l'opposition entre avocats issus de l'Université Libre de Bruxelles pour la frange progressiste des jeunes étudiants belges face aux avocats de l'Université Catholique de Louvain pour les réactionnaires, bien que la cloison entre les deux ne soit pas hermétique.



L'une des caractéristiques essentielles de ce vivier de jeunes intellectuels, responsable de son succès international, est son ouverture aux échanges et transferts : il se caractérise par une circulation de ses membres et de ses idées dans les rencontres internationales de jeunes dans chacun des pays européens<sup>9</sup>. L'exemple le plus probant de la richesse de ces réseaux est la création de revues comme *Esprit* en 1932 par Emmanuel Mounier et *Ordre Nouveau* en 1933 en France<sup>10</sup>. Elles sont le fait de la mouvance chrétienne et du courant personnaliste, voie médiane humaniste entre capitalisme libéral et marxisme, selon lequel l'individu doit redevenir priorité absolue pour des institutions politiques déshumanisantes. L'engagement de ces jeunes est de trouver le juste équilibre entre universalisme et individualisme.

Cette tendance se transpose et se synthétise en Belgique avec la revue *Esprit Nouveau* qui émancipe les jeunes catholiques du giron tout puissant du Parti majoritaire du Royaume, en se développant dans l'ombre de l'aile démocrate chrétienne<sup>11</sup>. Sans rencontrer le succès politique escompté, les jeunes gravitant autour d'*Esprit Nouveau* contribuent à la défaite électorale des catholiques en 1936 et fournissent le creuset intellectuel pour le PSC de l'après-guerre. Une partie non négligeable des « nouvelles relèves » chrétiennes belges semblent néanmoins dans les thèses populistes en développant une idéologie prô-

nant un pouvoir fort, une économie dirigée, un retour du corporatisme professionnel tout en affirmant paradoxalement s'opposer au fascisme italien et au nazisme.

Autre mouvance qui prospère au sein des « nouvelles relèves », le phénomène « Jeune Droite » européenne s'épanouit par le biais de personnalités charismatiques. Pour le cas belge, le rexisme de Léon Degrelle en est la parfaite illustration. Inspiré de l'Action française de Charles Maurras, cette tendance se dresse contre le système politique existant en partageant l'idée que l'avenir appartient à la jeunesse, seule capable de mener à bien la régénération nécessaire de la société belge. Proche des jeunes droites nationales françaises<sup>12</sup>, le mouvement tend à se radicaliser en se rapprochant progressivement des thèses totalitaires des années 1930 jusqu'à opter pour la collaboration complète avec le régime nazi lors de la Deuxième Guerre mondiale.

La figure historique d'Alexandre Marc, philosophe français, cofondateur d'*Esprit* et *Ordre Nouveau*, et théoricien du fédéralisme européen alors âgé d'une vingtaine d'années, joue un rôle essentiel dans les échanges et la complicité des « nouvelles relèves » à l'échelle européenne : c'est par son action que les milieux non conformistes français établissent une étroite collaboration avec les jeunes intellectuels belges. Face aux périls « populistes » des années 1930, cette génération prend

conscience du potentiel d'une Belgique « plaque tournante » de l'Europe, et son rôle central dans un dispositif d'unification des États comme outil de lutte contre les autoritarismes et totalitarismes qui gagnent en puissance.

Pourtant, certains mouvements de jeunes à portée européenne n'échappent pas aux tentations des populismes ambiants des années 1930. C'est notamment le cas de l'Union Jeune Europe : née à Genève dans la prolongation du plan Briand, elle obtient un grand succès en Belgique auprès des « nouvelles relèves » dès 1932<sup>13</sup>. Ce mouvement milite pour un organisme fédéral central européen disposant d'un pouvoir législatif et exécutif tout en conservant une autonomie absolue pour les politiques intérieures. Ces prémices d'une conscience européenne commune de la jeunesse belge est avant-gardiste : cette pensée encore embryonnaire pourra s'exprimer pleinement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsque cette jeunesse aura atteint l'âge adulte et occupera des fonctions politiques lui permettant de concrétiser ces espoirs. Toutefois, pour le cas de l'Union Jeune Europe, la souveraineté nationale reste primordiale. Pour cette raison notamment, elle se radicalisera quelques années plus tard en se laissant séduire par le modèle de l'Allemagne fascisante, avec pour conséquence de perdre son audience et de disparaître dès 1936.

*Globalement, ces « nouvelles relèves » ne parviennent pas à s'imposer*

*dans le paysage politique européen ni à se faire entendre de leurs aînés.*

Pour beaucoup d'entre elles, la solution à cette absence de visibilité est d'opérer un rapprochement avec les tendances idéologiques populistes qu'elles tentaient initialement de dénoncer. Les jeunes qui refusent d'adhérer aux thèses fascistes ou marxistes ne réussissent pas à se fédérer et leurs divisions permettront aux nouveaux régimes des années 1930 de prospérer. Il faut remarquer que la jeunesse libérale est en retrait durant cette période de crise, l'anticapitalisme ambiant et les groupements bruyants de droites radicales l'empêchant de faire entendre pleinement sa voix. La corrélation entre la faiblesse des jeunes relèves libérales de l'entre-deux-guerres et la montée en puissance des populismes est assez révélatrice et mériterait une analyse plus minutieuse de l'historiographie. Il faudra patienter le lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour voir s'épanouir les thèses néo-libérales de cette jeunesse.

### **QUELLE POSTÉRITÉ POUR LE PHÉNOMÈNE DE « NOUVELLES RELÈVES » ?**

Les « nouvelles relèves » de l'entre-deux-guerres sont l'illustration historique de l'existence d'alternatives aux populismes traditionnels, en l'occurrence fascismes et communismes des années 1930. Puisant sa force dans une jeunesse déçue de l'attitude passive de ses aînés dans un monde en crise, ce phénomène démontre qu'il existe pourtant

d'autres voies, d'autres modèles de société que les réponses simplistes développées par les extrêmes de l'échiquier politique. La génération actuelle de jeunes, tant en Belgique qu'à l'échelle européenne, se trouve dans une position d'incertitudes et de tentations similaires à leurs homologues du siècle dernier. Si les questions sociales et le nationalisme restent d'actualité, d'autres enjeux majeurs sont venus compléter le tableau. Ainsi, la problématique climatique couplée à la révolution digitale et aux violences terroristes reconfigurent le paysage politique global. De nouveaux populismes fleurissent selon le même leitmotiv de remise en cause d'élites politiques et intellectuelles défailtantes.

*Dans ce contexte, la jeunesse actuelle doit elle aussi développer de nouvelles voies pour éviter l'écueil des populistes contemporains, incarnés notamment par les partis qualifiés d'extrême-droite et d'extrême-gauche.*

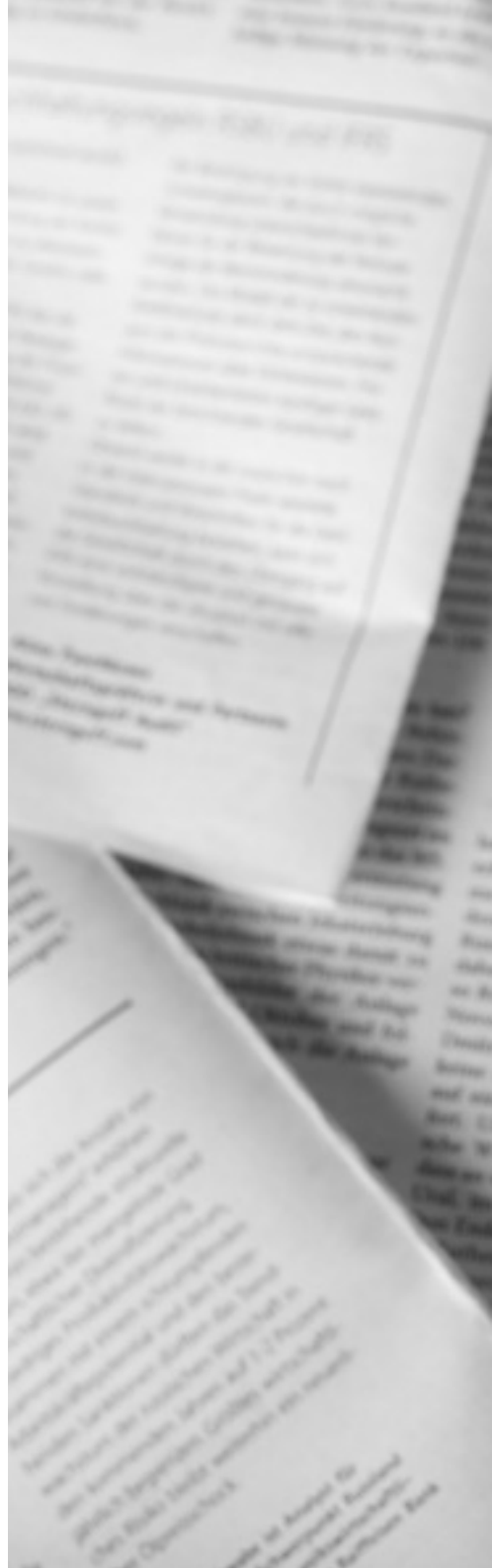
Dans une perspective strictement électoraliste, la jeunesse est une cible prioritaire, car elle représente les forces vives et l'avenir d'un État. D'une certaine manière, la survie de nos démocraties libérales dépend avant tout du choix politique des nouvelles générations. Ce choix se manifeste notamment par le vote au suffrage universel, mais aussi par un véritable engagement militant. L'éveil politique de la Jeunesse est certes un objet de recherche à part entière. Toutefois, certaines tendances et actualités plaident en faveur d'une

implication accrue et visible des jeunes, particulièrement au niveau européen. Rappelons les manifestations durables en faveur du climat ces derniers mois, toutes tendances idéologiques confondues. En Belgique, les récentes élections locales et fédérales ont porté au pouvoir des représentants de la Jeunesse. Au sein même des partis traditionnels, la voix des jeunes est entendue avec l'arrivée de nouvelles figures à l'instar de la nouvelle présidence du Mouvement Réformateur incarnée par Georges-Louis Bouchez selon un processus de démocratie interne.

Ces divers éléments contribuent à soulever l'hypothèse d'un phénomène contemporain de « nouvelles relèves ». Face à des élites considérées comme défailtantes en raison de leurs échecs écologiques, économiques et géopolitiques, les générations actuelles semblent plus enclines à proposer de nouveaux modèles de société fondés sur la bonne gouvernance, la transparence, le développement durable, le progrès technologique... dans un contexte globalisé. De manière similaire à l'entre-deux-guerres, ces potentielles nouvelles relèves se construisent essentiellement au sein de groupements politiques internes aux organes idéologiques traditionnels. Cette contribution elle-même s'inscrit dans la mouvance libérale tout en souhaitant lui transmettre le point de vue et le potentiel de sa jeunesse.

Enfin, n'oublions pas également les leçons qui doivent être tirées de l'expérience des « nouvelles relèves »

de l'entre-deux-guerres. Sans appui de ses aînés et accaparée par les préoccupations et conséquences des dernières crises (chômage, éducation, conditions de vie, nationalismes...), la Jeunesse des années 1930 n'a pas su convertir les espoirs de renouveau démocratique placés en elle. Elle a manqué son « rendez-vous » avec demain au profit du conformisme populiste de l'époque. Aujourd'hui, sans verser dans l'anachronisme, la Jeunesse et ses « nouvelles relèves » doivent répondre présentes. Les populismes gangrènent chaque régime démocratique et libéral du globe, séduisant de plus en plus les primovotants. L'un des éléments de réponse à cette problématique réside nécessairement dans la capacité de remise en question et de renouvellement des élites politiques et intellectuelles. Qui peut être acteur du renouveau démocratique sinon les jeunes relèves de demain ?





en

**Was ist mit dem Vorfall der  
Verhinderung?**

Rundland hat die nach der Katastrophe von Tschernobyl beschlossene internationale Übereinkommen über die frühzeitige Benachrichtigung bei nuklearen Unfällen" unterzeichnet. Dabei ist es verpflichtet, bei einem Unfall mit möglichen grenzüberschreitenden Auswirkungen unverzüglich die anderen Staaten zu informieren. „Versuche“, wie es in manchen deutschen Medien hieß, können die russischen Behörden den Austritt von...

**Welche Folgen hat der Fall?**

Die Werte haben sich schnell der normalisiert. Aber nach Hin und Her um die Messung in Werten ist man sich nicht mit den russischen Beh...

Putin  
und is



# LES RÉSEAUX SOCIAUX AU SERVICE DU POPULISME ?

---

Par Pierre Brassinne

*Le populisme n'est pas un phénomène nouveau, mais il fait un retour en force aujourd'hui. Les inquiétudes nées de l'après-crise de 2008 se retrouvent transformées en votes pour des candidats populistes un peu partout dans le monde. France, Pays-Bas, mais aussi Allemagne où ils ne cessent de gagner du terrain. États-Unis avec Trump, Bolsonaro au Brésil ou le vote du Brexit représentent, pour eux, autant de victoires. Il nous apparaissait primordial de s'attaquer au pourquoi du retour de ce phénomène maintenant. Alors produit de notre ère numérique ou éternelle répétition de l'histoire ?*

---

À la suite de l'élection de Donald Trump en 2016, nous nous étions interrogés sur sa victoire. Comme beaucoup, nous la pressentions possible, mais peu probable. Abasourdis au lendemain du 8 novembre avec le sentiment d'être tombés dans le panneau, à l'instar des politologues et des sondeurs, nous avons décidé de ne pas réagir à chaud, et d'analyser cette victoire objectivement. Avec le recul, notre analyse se révèle toujours pertinente dans le sujet qui nous concerne ici.

Aux États-Unis, ce qui compte lors d'une élection, ce sont les dépenses de campagne. Trump a dépensé beaucoup moins qu'Hillary Clinton, environ 2 fois moins, mais beaucoup

plus intelligemment. Il a consacré 25% de son budget aux réseaux sociaux et à la consultance digitale contre 3,5% pour Hillary Clinton. Un comble quand on sait que c'est Obama qui a presque inventé les campagnes politiques sur internet.

*Nous avons mis en avant deux caractéristiques des réseaux sociaux : les bulles de filtrage et la prédominance de l'émotion. Ces spécificités sont intrinsèques aux réseaux sociaux et n'ont qu'un seul but en réalité, nous faire rester le plus longtemps possible sur ces plateformes. Un but commercial en somme, mais dont les conséquences favorisent le populisme.*

Les bulles de filtrage, d'abord, qui cloisonnent un individu dans une réalité virtuelle qui lui plaît grâce aux algorithmes des fameux GAFAs<sup>1</sup>. Cela engendre un amas de constellations de pensées qui ne se côtoient que très peu, chacune étant convaincue qu'elle représente l'ensemble de la société.

*Un système de division qui répond à la stratégie populiste. Elle qui aime catégoriser les populations en les enfermant dans des cases. Elle qui joue l'éternelle carte du peuple contre les élites.*

De plus, le populisme s'est toujours accompagné d'un sentiment d'appartenance à un groupe. Un groupe souvent intimement voire émotionnellement lié à un leader. Nos réseaux sociaux permettent cette forme de proximité, bien qu'artificielle, avec les politiques, et donc avec un leader.

Ensuite, la prédominance de l'émotion. L'émotion a toujours joué un rôle non négligeable en politique, mais les réseaux sociaux ont tendance à l'exacerber. Cette remarque ne se limite pas à la communication politique sur les réseaux sociaux. La plupart des contenus pour fonctionner aujourd'hui doivent être empreints d'émotion. Ce contexte a permis l'émergence des fameuses *fake news* et de la dangereuse post-vérité, définie par le très sérieux et le très british *Oxford Dictionnaire* comme « *des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion pu-*

*blique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles* ». Le populisme a toujours joué avec l'émotion et se complait dans ce système. Il partage cette croyance avec le conservatisme et le communautarisme, la société ne peut reposer sur des fondations rationnelles ni sur le contrat social. Le lien doit être plus émotionnel et transcender ces notions<sup>2</sup>.

Malgré ces constats déjà peu réjouissants, il reste sans doute la problématique la plus importante à l'heure actuelle, celle du traitement de nos données personnelles magnifiquement exposée dans le documentaire produit par Netflix, *The Great Hack*.

### **UN EXEMPLE POUR ILLUSTRER CE PHÉNOMÈNE DANS LA VIE TOUS LES JOURS.**

Qui n'a jamais eu l'impression que son téléphone était sur écoute en découvrant une publicité sur internet qui correspondait à sa dernière conversation ? La réalité est sans doute plus dérangeante encore. Nos données personnelles que nous mettons à disposition des géants du NET sont à ce point précises et variées qu'il est aujourd'hui possible pour les GAFAs de prédire en partie notre comportement de consommateur sans même avoir besoin d'écouter nos conversations. Pas étonnant que les données personnelles soient devenues une des denrées les plus chères du monde.



*Nous l'avons vu, les réseaux sociaux, s'ils n'expliquent pas entièrement la montée du populisme, ils permettent sans doute de favoriser son émergence surtout lorsqu'ils sont utilisés comme de véritables armes de persuasion massive.*

L'affaire *Cambridge Analytica* est à ce titre éclairante et inquiétante à la fois.

*Cambridge Analytica* (CA) était une entreprise d'analyse de données dont le but affiché était de faire changer le comportement de personnes et ainsi influencer leur vote. Leur pitch de vente se basait sur une expérience menée en Trinidad-et-Tobago. Pour résumé, il existe deux partis politiques très importants sur l'île et surtout marqués communautairement. L'un est celui de la communauté indienne, l'autre celui de la communauté noire. CA a été engagé par le parti « indien ». Ils ont donc analysé les individus sur l'île à partir de leur profil et la situation politique. Leurs conclusions étaient les suivantes : les partis sont aux coudes à coudes en permanence, pour que l'un gagne, il faut favoriser l'abstention dans le camp adverse et les jeunes sont les plus susceptibles de ne pas aller voter. CA a donc mis sur pied une campagne intitulée « *Do So* », apolitique, mais aussi transcommunautaire. Cette campagne avait comme objectif de dénigrer la politique de manière générale et favoriser l'abstentionnisme des jeunes. Après analyse, ils comptaient sur le fait que les jeunes noirs suivraient le

mouvement le jour des élections et les jeunes Indiens, moins transgressifs, suivraient les conseils de leurs parents et iraient malgré tout voter. Verdict ? Un carton plein pour CA et le parti de la communauté indienne avec une différence d'abstention lors de l'élection de 40% dans la tranche d'âge 18-35 ans en défaveur des jeunes noirs, suffisant pour gagner l'élection.

CA a procédé de la même façon pour le vote du Brexit et l'élection de Donald Trump (les fameux 25% du montant total des dépenses du candidat républicain). Elle a d'abord absorbé via Facebook les données de millions d'utilisateurs. La société a analysé le profil des électeurs en ayant environ près de 5000 points de données sur chacun. Elle a ensuite visé ceux qui étaient susceptibles de changer d'avis, dits « persuadables », et les a bombardés de messages personnalisés jouant sur leurs émotions et en choisissant les sujets sur lesquels ils pouvaient basculer. Dans les deux cas, cette stratégie a fonctionné. Si CA est aujourd'hui dissoute et a sans doute utilisé des moyens illégaux pour parvenir à ses fins, le fait qu'une telle stratégie ait fonctionné signifie qu'elle peut sans doute être réitérée. D'autant que les GAFAs semblent totalement apathiques sur le sujet. Les auditions devant les parlements de Marck Zuckerberg à travers le monde sont révélatrices, très souvent évasif sur les questions pertinentes, mais aussi affichant un sourire aux lèvres face à des questions consternantes de naïveté.

Un état de fait qui traduit aussi une méconnaissance entre le politique et la technologie qui soutient notre ère numérique.

En conclusion, le fonctionnement des réseaux sociaux a tendance à favoriser les messages à caractère populiste. Plus angoissant encore, l'analyse et l'exploitation de nos données personnelles permettent de peser sur les comportements et d'influencer les votes aujourd'hui. À ces constats, malheureusement, ils existent actuellement beaucoup de questions, mais très peu de réponses. Devons-nous arrêter d'utiliser les réseaux sociaux ou les sites liés au *GAF*A ? Les politiques sont-ils condamnés à n'utiliser que des messages populistes pour exister sur les réseaux ? Les *GAF*A, par leur fonctionnement, menacent-ils vraiment la démocratie ? À quel point sommes-nous influencés par ce que nous observons sur les réseaux sociaux ?

En fin de compte, toutes ces interrogations appellent à la vigilance de chacun. La réponse devra un jour être politique, le *GDPR* est un pas dans la bonne direction. Enfin, nous sommes convaincus que le meilleur moyen de répliquer reste et restera l'éducation, en particulier l'éducation aux médias, afin de développer l'esprit critique et le libre examen.



# CONCLUSION

Au fur et à mesure des années, les partis et mouvements populistes ont pris une place importante dans le monde occidental. De gauche ou de droite, ils sont arrivés au pouvoir aux États-Unis, en Italie, en Espagne, en Slovaquie, en Hongrie, ou en Pologne. Ils sont au centre des batailles politiques en Allemagne, en France ou encore au Danemark et la Belgique n'y échappe guère. Pour Alexandre, la vérité a perdu le sens que l'époque des Lumières lui avaient conféré, à savoir l'expression d'une connaissance conforme à la réalité. Nous sommes entrés de plein pied dans l'ère de la post-vérité, où l'individu autonome crée sa propre vérité et rejette « la vérité » créée de toute pièce par les élites et les institutions.

Antoine s'est penché sur le cas d'une dichotomie entre démocratie et populisme. Le populisme progresse grâce à travers des failles qui fragilisent la démocratie, à savoir la révolution digitale, la stagnation économique et enfin le délitement des identités nationales. Les pistes pour inverser la tendance sont de débattre avec les populistes et de ne pas leur laisser libre le terrain des idées, d'augmenter la participation citoyenne et d'accentuer « l'éducation civique ».

Si le populisme est avant tout un sujet d'étude dans les pays occidentaux, qu'en est-il dans l'hémisphère sud ? Pour répondre à la question, Eugène s'est intéressé au cas du Brésil et des causes qui ont amené au pouvoir un dirigeant se réclamant ouvertement du populisme. Les pays du Sud n'échappent pas aux questions de sécurité, d'immigration, de paupérisation des classes moyennes, de la peur du déracinement et de la mondialisation. Le citoyen n'est-il pas à la recherche d'un modèle de gouvernance imaginaire ?

La raison principale ayant poussé les citoyennes britanniques à voter majoritairement pour le Brexit est l'immigration, comme l'a analysé Julien. Le reste de l'Europe ne peut se résoudre à l'isolationnisme migratoire et développer aux niveaux européen et nationaux des modèles d'intégration afin de rassurer les craintes de millions d'européens.

À côté de l'immigration, l'économie, et plus particulièrement la mondialisation, est le deuxième socle sur lequel repose le succès des mouvements populistes. Les inégalités, qu'a évoqué Laurent, sont de plus en plus nombreuses au monde occidental et la rhétorique populiste très attachée à ce thème.

Si un certain nombre d'ouvrages historiques tendent à démontrer les similitudes entre la montée des mouvements populistes à l'heure actuelle et la montée des périls dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, peu parmi nous connaissent « les nouvelles relèves ». Mike nous a fait découvrir en particulier la jeunesse de l'après Première Guerre mondiale, « qui s'épanouit, s'interroge, se révolte, se réinvente dans l'ombre des échecs de leurs aînés ». En Belgique francophone, une partie de la jeunesse se tournera vers l'euro-péisme, comme 3<sup>e</sup> voie entre le fascisme et le communisme, pour y trouver des projets de rénovation de la société nationale et ce, en marge des trois principaux piliers de la société belge d'alors. Cette jeunesse doit servir d'exemple à la jeunesse actuelle.

Les réseaux sociaux constituent l'un des moyens privilégiés par les mouvements et personnalités populistes pour diffuser leurs messages. Entre utilisation abusive de l'émotion et bulles de filtrage, Pierre a démontré que les réseaux sociaux ont tendance à favoriser les messages à caractère populiste et malgré les tentatives des sociétés du monde du numérique de les limiter, la réponse ne pourra qu'être politique.

Le phénomène politique majeur de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle suscite de nombreuses réactions chez les jeunes libéraux et parmi ceux-ci, Jeunes & Libres a donné la possibilité à quelques-uns de s'exprimer en utilisant l'écrit. Mais cela n'est pas suffisant. Un contenu audiovisuel sera prochainement disponible sur notre site internet et nos réseaux sociaux pour permettre à ces jeunes d'approfondir leur analyse et leurs conclusions.

Si la lutte contre les populismes passe inévitablement par les hommes politiques eux-mêmes, un nombre important de jeunes démontrent par leurs réflexions et analyses fines qu'ils comprennent le phénomène populiste et ses ressorts. Il ne suffit pas de proclamer que l'on combat le populisme pour le vaincre et régénérer la démocratie représentative. Il faut comprendre ses faiblesses, ses défauts et ses torts.

Nous espérons que ces écrits, tous rédigés par des jeunes, permettront de changer le regard que d'autres jeunes portent sur la politique. Le réenchantement de la chose publique doit passer par la jeunesse.

# BIBLIOGRAPHIE

## LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE À L'ÉPREUVE DU POPULISME

- <sup>1</sup> RAYNAUD P., « Les origines du populisme », Vie-Publique.fr, 2020.  
URL : <https://vie-publique.fr/parole-dexpert/271075-les-origines-du-populisme-par-philippe-raynaud>
- <sup>2</sup> BRANTHOME T., « L'énigme du populisme », Les cahiers psychologie politique, 2019.  
URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=3910>
- <sup>3</sup> TAGUIEFF P.-A., « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », in Vingtième Siècle. Revue d'histoire., No. 56, 1997, p. 4.
- <sup>4</sup> DELEERSNIJDER H., Le populisme : essai de définition, in LITS M., Populaire et populisme, Les essentiels d'Hermès, CNRS Éditions, 2019, p. 111.
- <sup>5</sup> DEZE A., « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », Revue française de science politique, vol. 54, 2004, p. 179.  
URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2004-1-page-179.htm>
- <sup>6</sup> DORNA., « Avant-propos : Le populisme, une notion peuplée d'histoires particulières en quête d'un paradigme fédérateur », Amnis, 2005. URL : <https://doi.org/10.4000/amnis.967>
- <sup>7</sup> CHAMONTIN L., LAZAR L., « Populismes et peuplératie en Europe. Des métamorphoses de nos démocraties, Diploweb.com : la revue géopolitique, 2019. URL : <https://www.diploweb.com/Populismes-et-peuplecratie-en-Europe-Des-metamorphoses-de-nos-democraties.html>
- <sup>8</sup> MUDDE C., R. KALTWASSER C., « Brève introduction au populisme », Ed. De Laube, Fondation Jean-Jaurès, p. 19.
- <sup>9</sup> FREEDEN M., « After the Brexit referendum: revisiting populism as an ideology », Journal of Political Ideologies, 2017, p. 2. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/13569317.2016.1260813?needAccess=true>
- <sup>10</sup> Propos de Pierre Rosanvallon recueillis par BOURTON W., in « Le populisme peut se combiner à n'importe quelle idéologie », Le Soir, 2019. URL : <https://plus.lesoir.be/225715/article/2019-05-21/cas-combiner-le-populisme-peut-se-combiner-nimporte-quelle-ideologie>
- <sup>11</sup> ROSANVALLON P., « Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique.. » Ed. Seuil, p. 14.
- <sup>12</sup> KAZIN M., « The Populist Persuasion: An American History », Cornell University Press, 1998, p. 3.
- <sup>13</sup> GODIN C., « Qu'est-ce que le populisme ? », Cités, 2012, p. 15. URL : <https://www.cairn.info/revue-cites-2012-1-page-11.htm> ;
- <sup>14</sup> DE CALIGNON G., HUBERT-RODIER J., « Les populistes n'ont pas encore gagné la bataille », Les Echos.fr, 2019. URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/les-populistes-nont-pas-encore-gagne-la-bataille-1127611> ; JAMIN J., « Le populisme aux Etats-Unis : la question du peuple », Amnis, 2017. URL : <http://journals.openedition.org/amnis/3232> ; CHAMONTIN L., LAZAR L., « Populismes et peuplératie en Europe. Des métamorphoses de nos démocraties, Diploweb.com : la revue géopolitique, 2019. URL : <https://www.diploweb.com/Populismes-et-peuplecratie-en-Europe-Des-metamorphoses-de-nos-democraties.html>
- <sup>15</sup> BIARD B., DANDOY R., « Les préférences démocratiques au sein des partis populistes en Belgique », p. 232 in Benjamin Biard (dir.) ; « L'Etat face à ses transformations », Louvain-La-Neuve : Academia-L'Harmattan, Collection Science Politique, 2018.
- <sup>16</sup> ROSANVALLON P., op.cit., p. 37.
- <sup>17</sup> [https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/21/penser-le-populisme\\_1551221\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/21/penser-le-populisme_1551221_3232.html)
- <sup>18</sup> MUDDE C., R. KALTWASSER C., « Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy? », Cambridge University Press, 2012, p. 15.
- <sup>19</sup> MUDDE C., R. KALTWASSER C., « Brève introduction au populisme », Ed. De Laube, Fondation Jean-Jaurès, pp. 109-110.
- <sup>20</sup> Ibid., p. 128.
- <sup>21</sup> MENY Y., « Imparfaites démocraties », SciencesPo. Les Presses, 2019, p. 211.
- <sup>22</sup> GODIN C., op. cit., p. 21.
- <sup>23</sup> MUDDE C., R. KALTWASSER C., op. cit., p. 112.
- <sup>24</sup> CHAMONTIN L., LAZAR L., op. cit.
- <sup>25</sup> MOUNK Y., « Le peuple contre la démocratie », Editions de l'Observatoire/Humensis, 2018, p.18. Titre original: « The people vs. Democracy. Why our freedom is in danger & How to save it. », Harvard University Press, 2018.
- <sup>26</sup> Ibid., p. 43.
- <sup>27</sup> MENY Y., op. cit., p. 268.
- <sup>28</sup> MOUNK Y., op. cit., pp. 43-44.
- <sup>29</sup> Ibid., p. 90.
- <sup>30</sup> MENY Y., op. cit., p. 23.
- <sup>31</sup> FUKUYAMA F., « The End of History and the Last Man », Penguin Adult, 1992.
- <sup>32</sup> MOUNK Y., « How populist uprisings could bring down liberal democracy », The Guardian, 2018.  
URL : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/mar/04/shock-system-liberal-democracy-populism>
- <sup>33</sup> MOUNK Y., op. cit., p. 200.
- <sup>34</sup> Ibid., p. 217.
- <sup>35</sup> Ibid., p. 226.
- <sup>36</sup> Ibid., p. 235.

<sup>37</sup> Ibid., p. 242.

<sup>38</sup> Ibid., p. 267.

<sup>39</sup> MUDDE C., R. KALTWASSER C., op. cit., p. 155.

<sup>40</sup> Propos de Pierre Rosanvallon recueillis par BOURTON W., in « Le populisme peut se combiner à n'importe quelle idéologie », Le Soir, 2019. URL : <https://plus.lesoir.be/225715/article/2019-05-21/cas-mudde-le-populisme-peut-se-combiner-nimporte-quelle-ideologie>

<sup>41</sup> MOUNK Y., op. cit., pp. 282-284.

<sup>42</sup> SCHWARZ G., « Pour combattre les populistes, il faut casser leur mythe victimaire », Tribune, LeMonde.fr, 2019. URL : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/08/28/pour-combattre-les-populistes-il-faut-casser-leur-mythe-victimaire\\_5503581\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/08/28/pour-combattre-les-populistes-il-faut-casser-leur-mythe-victimaire_5503581_3232.html)

<sup>43</sup> ROSANVALLON P., « Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique... », p. 248.

<sup>44</sup> MENY Y., op. cit., p. 272.

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> Ibid., p. 250.

<sup>47</sup> Ibid., p. 251.

<sup>48</sup> Voici la définition qu'en donne Journal of Democracy : « Democratic responsiveness occurs when the democratic process induces the government to form and implement policies that the citizens want ».

URL : <https://www.journalofdemocracy.org/articles/the-quality-of-democracy-the-chain-of-responsiveness/>

<sup>49</sup> MOUNK Y., op. cit., p. 361.

<sup>50</sup> Ibid., pp. 369-370.

<sup>51</sup> Ibid., p. 371.

## POPULISME ET PÉRIL DÉMOCRATIQUE DANS L'HÉMISPHERE SUD

<sup>1</sup> Godin Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », Presses Universitaires de France, 2012/1 n° 49, p.11.

<sup>2</sup> Ibid, p.12.

<sup>3</sup> Ibidem.

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> Godin Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », Presses Universitaires de France, 2012/1 n° 49, p13.

<sup>6</sup> J. rancièrè, « non, le peuple n'est pas une masse brutale et ignorante », Libération, 3 janvier 2011.

<sup>7</sup> Godin Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », Presses Universitaires de France, 2012/1 n° 49, p13.

<sup>8</sup> Ibidem.

<sup>9</sup> Ibidem.

<sup>10</sup> Moses L. Finley, Démocratie antique et démocratie moderne, Paris, Editions Payot et Rivages, 2013, p.65.

<sup>11</sup> Moses L. Finley, Démocratie antique et démocratie moderne, Paris, Editions Payot et Rivages, 2013, p.65.

<sup>12</sup> Godin Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », Presses Universitaires de France, 2012/1 n° 49, p.14.

<sup>13</sup> Platon, La République, Livre VI.

<sup>14</sup> Aristote, Les Politiques, livre V.

<sup>15</sup> Aristote, Les Politiques, livre V.

<sup>16</sup> Godin Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », Presses Universitaires de France, 2012/1 n° 49, p.15.

<sup>17</sup> Ibid, p.16.

<sup>18</sup> Ibid, p.16.

<sup>19</sup> Ibid, p.16.

<sup>20</sup> Ibidem.

<sup>21</sup> Ibid, p.17.

<sup>22</sup> Ibidem.

<sup>23</sup> Ibid, p.18.

<sup>24</sup> Dominique Marchetti, « Les révélations du « journalisme d'investigation », Actes de la recherche en sciences sociales, n°131-132, mars 2000, p.30-40.

<sup>25</sup> Godin Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », Presses Universitaires de France, 2012/1 n° 49, p.22.

<sup>26</sup> Mauger Gérard, « La rhétorique réactionnaire : Populisme », Savoir/Agir, n° 13, 2010, p. 95-98.

<sup>27</sup> Le vaste scandale de corruption Petrobras au Brésil, L'Express, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/le-scandale-petrobras\\_1795299.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/le-scandale-petrobras_1795299.html),

<sup>28</sup> Brésil: Lula de nouveau condamné pour corruption, L'Express, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/bresil-lula-de-nouveau-condamne-pour-corruption\\_2061141.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/bresil-lula-de-nouveau-condamne-pour-corruption_2061141.html)

<sup>29</sup> Feertchak Alexis, Tour du monde des pays touchés par la vague du populisme, Le Figaro, 27 octobre 2018, <https://www.lefigaro.fr/international/2018/10/27/01003-20181027ARTFIG00028-tour-du-monde-des-pays-atteints-par-le-populisme.php>

<sup>30</sup> Brighelli Jean-Paul, « Alain de Benoist : pourquoi le populisme est populaire », Causeur, 31 mars 2017, <https://www.causeur.fr/alain-benoist-populisme-presidentielle-melenchon-143523>

<sup>31</sup> Feertchak Alexis, Tour du monde des pays touchés par la vague du populisme, Le Figaro, 27 octobre 2018, <https://www.lefigaro.fr/international/2018/10/27/01003-20181027ARTFIG00028-tour-du-monde-des-pays-atteints-par-le-populisme.php>

<sup>32</sup> Godin Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », Presses Universitaires de France, 2012/1 n° 49, p.24.

<sup>33</sup> Ibid, p.24.

<sup>34</sup> Mauger Gérard, « La rhétorique réactionnaire : Populisme », Savoir/Agir, n° 13, 2010, p. 95-98.

## RELATIVISATION DE LA VÉRITÉ

Steven Pinker, *Le triomphe des Lumières*, 2018, Les Arènes.  
Eva Illouz, collectif, *L'âge de la régression*, 2017, Gallimard.  
Steve Tesich, *A government of lies*, 1992, The Nation.  
Machiavel, *Le Prince*, c. 1550, Hachette.  
Claude Poissenot, *Le choc Trump : pourquoi nous sommes « après la vérité »*, 2016, The Conversation.  
Myriam Revault d'Allonnes, *La Faiblesse du vrai. Ce que fait la post-vérité à notre monde commun*, 2018, Seuil.

## IMMIGRATION ET POPULISME EN EUROPE

<sup>1</sup> <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/apres-le-brexit-johnson-sans-concessions-en-vers-l-ue/10205131.html>  
<sup>2</sup> UK Independence Party  
<sup>3</sup> Wadsworth, J., Dhingra, S., Ottaviano, G., & Van Reenen, J. (2016). Brexit and the Impact of Immigration on the UK. *CEP Brexit Analysis*, (5), 34-53.  
<sup>4</sup> C'est-à-dire la différence entre le nombre de personnes entrant au Royaume-Uni et le nombre de personnes qui en sortent  
<sup>5</sup> Goodwin, M., & Milazzo, C. (2017). Taking back control? Investigating the role of immigration in the 2016 vote for Brexit. *The British Journal of Politics and International Relations*, 19(3), 450-464.  
<sup>6</sup> Lawton, C., & Ackrill, R. (2016). Hard evidence: how areas with low immigration voted mainly for Brexit. *The Conversation*.  
<sup>7</sup> [https://ec.europa.eu/home-affairs/news/results-special-eurobarometer-integration-immigrants-european-union\\_en](https://ec.europa.eu/home-affairs/news/results-special-eurobarometer-integration-immigrants-european-union_en)  
<sup>8</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_19\\_6839](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_19_6839)  
<sup>9</sup> Vignon Jérôme, Institut Jacques Delors, novembre 2018. Rapport 116 "Pour une politique européenne de l'asile, des migrations et de la mobilité" p.27  
<sup>10</sup> Note d'information sur les données migratoires © OCDE/AFD n°4, juin 2019  
<http://www.oecd.org/fr/els/mig/dioc.htm>  
<sup>11</sup> Vignon Jérôme, Institut Jacques Delors, novembre 2018. Rapport 116 "Pour une politique européenne de l'asile, des migrations et de la mobilité"  
<sup>12</sup> <https://population-europe.eu/pop-digest/loss-workforce-potential>  
<sup>13</sup> Vignon Jérôme, Institut Jacques Delors, novembre 2018. Rapport 116 "Pour une politique européenne de l'asile, des migrations et de la mobilité"  
<sup>14</sup> OCDE/UE, *Recruiting Immigrant Workers: Europe 2016*, 2016, Éditions OCDE, Paris  
<sup>15</sup> Marc De Vos, "Travailler au travail", in Leo Neels, Jean Hindriks, Marc De Vos, Ivan Van de Cloot, Johan Albrecht, Simon Ghiotto, Paul Becue et Cind Du Bois "Un projet pour la Belgique", LannooCampus, 2019, p.67-68

### Sources :

- Clarke, H. D., Whiteley, P., Borges, W., Sanders, D., and Stewart, M. C. (2016) 'Modelling the Dynamics of Support for a Right-Wing Populist Party: The Case of UKIP'. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 26, 135-154.
- Goodwin, M., & Milazzo, C. (2017). Taking back control? Investigating the role of immigration in the 2016 vote for Brexit. *The British Journal of Politics and International Relations*, 19(3), 450-464.
- Harold D. Clarke, Matthew Goodwin, Paul Whiteley, *Why Britain Voted for Brexit: An Individual-Level Analysis of the 2016 Referendum Vote*, *Parliamentary Affairs*, Volume 70, Issue 3, July 2017, Pages 439-464, <https://doi.org/10.1093/pa/gsx005>
- Lawton, C., & Ackrill, R. (2016). Hard evidence: how areas with low immigration voted mainly for Brexit. *The Conversation*.
- Marc De Vos, "Travailler au travail", in Leo Neels, Jean Hindriks, Marc De Vos, Ivan Van de Cloot, Johan Albrecht, Simon Ghiotto, Paul Becue et Cind Du Bois "Un projet pour la Belgique", LannooCampus, 2019, p.67-68
- Note d'information sur les données migratoires © OCDE/AFD n°4, juin 2019  
<http://www.oecd.org/fr/els/mig/dioc.htm>
- OCDE/UE, *Recruiting Immigrant Workers: Europe 2016*, 2016, Éditions OCDE, Paris
- Vignon Jérôme, Institut Jacques Delors, novembre 2018. Rapport 116 Pour une politique européenne de l'asile, des migrations et de la mobilité
- Wadsworth, J., Dhingra, S., Ottaviano, G., & Van Reenen, J. (2016). Brexit and the Impact of Immigration on the UK. *CEP Brexit Analysis*, (5), 34-53.  
<https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/apres-le-brexit-johnson-sans-conce-ssions-en-vers-l-ue/10205131.html>  
<https://www.linternaute.com/actualite/politique/1279823-direct-brexit-c-est-fait-reactions-periode-de-transition-ce-qu-il-faut-savoir/>  
[https://ec.europa.eu/home-affairs/news/results-special-eurobarometer-integration-immigrants-european-union\\_en](https://ec.europa.eu/home-affairs/news/results-special-eurobarometer-integration-immigrants-european-union_en)  
[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_19\\_6839](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_19_6839)  
<https://population-europe.eu/pop-digest/loss-workforce-potential>



## UNE ALTERNATIVE HISTORIQUE AUX POPULISMES ?

<sup>1</sup> BERSTEIN S. et MILZA P., Histoire du XXe siècle tome 1 : La fin du monde européen (1900-1945), Hatier, 2014.

<sup>2</sup> DARD O. et DESCHAMPS É., Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre: racines, réseaux, projets et postérités, Peter Lang, 2008.

<sup>3</sup> DARD O., Le rendez-vous manqué des relèves des années 30, Paris, PUF, 2002.

<sup>4</sup> DARD O. et DESCHAMPS É., Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre, op. cit.

<sup>5</sup> MOUGEL F.-C., « L'entre-deux-guerres (1918-1939) », in Synthèses Historiques, (2014), p. 135-214.

<sup>6</sup> LINZ J.J., « L'effondrement de la démocratie, autoritarisme et totalitarisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres », in Revue internationale de politique comparée, Vol. 11 (2004), no 4, p. 531-586.

<sup>7</sup> DUCHENNE G., Esquisses d'une Europe nouvelle: l'europhisme dans la Belgique de l'entre-deux-guerres (1919-1939), Peter Lang, 2008.

<sup>8</sup> VAN LEYNSEELE H., « Jeunesses politiques » in L'Etoile belge, Bruxelles, 1931.

<sup>9</sup> DARD O. et DESCHAMPS É., Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre, op. cit.

<sup>10</sup> KOTT S. et MICHONNEAU S., Dictionnaire des nations et des nationalismes, dans l'Europe contemporaine, Paris, Hatier, 2006, p. 92.

<sup>11</sup> ZELIS G., COURTOIS L., DELVILLE J.-P., ROSART F. et UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN (1970- ) (dir.), Les intellectuels catholiques en Belgique francophone aux 19e et 20e siècles, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2009.

<sup>12</sup> KESSLER N., Histoire politique de la jeune droite (1929-1942): une révolution conservatrice à la française, Paris, France, L'Harmattan, 2001.

<sup>13</sup> DUCHENNE G., « Regards sur l'engagement europhiste dans la Belgique d'entre-deux-guerres (1919-1939) », in Les cahiers Irice, n°1 (2008), no 1, p. 17-31.

## Sources :

- BERSTEIN S., MILZA P., MILZA O., BERSTEIN G., GAUTHIER Y. et GUIFFAN J., Histoire du XXe siècle tome 1 : La fin du monde européen (1900-1945), Hatier, 2014.
- COHEN Y., « Lévi Giovanni, Schmitt Jean-Claude (dir.), Histoire des jeunes en Occident. », in Revue française de sociologie, 1997, 38-3. Sociologie et économie, (1997).
- DARD O., Le rendez-vous manqué des relèves des années 30, Paris, PUF, 2002.
- DARD O. et DESCHAMPS É., Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre: racines, réseaux, projets et postérités, Peter Lang, 2008.
- DUCHENNE G., Esquisses d'une Europe nouvelle: l'europhisme dans la Belgique de l'entre-deux-guerres (1919-1939), Peter Lang, 2008.
- DUCHENNE G., « Regards sur l'engagement europhiste dans la Belgique d'entre-deux-guerres (1919-1939) », in Les cahiers Irice, n°1 (2008), no 1, p. 17-31.
- KESSLER N., Histoire politique de la jeune droite (1929-1942): une révolution conservatrice à la française, Paris, France, L'Harmattan, 2001.
- KOTT S. et MICHONNEAU S., Dictionnaire des nations et des nationalismes, dans l'Europe contemporaine, Paris, Hatier, 2006.
- LINZ J.J., « L'effondrement de la démocratie, autoritarisme et totalitarisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres », in Revue internationale de politique comparée, Vol. 11 [2004], no 4, p. 531-586.
- MOUGEL F.-C., « L'entre-deux-guerres (1918-1939) », in Synthèses Historiques, (2014), p. 135-214.
- ZELIS G., COURTOIS L., DELVILLE J.-P., ROSART F. et UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN (1970- ) (dir.), Les intellectuels catholiques en Belgique francophone aux 19e et 20e siècles, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2009.

## LES RÉSEAUX SOCIAUX AU SERVICE DU POPULISME ?

<sup>1</sup> Acronyme des 4 plus puissantes entreprises de la Silicon Valley : Google, Apple, Facebook et Amazon

<sup>2</sup> <https://riuma.uma.es/xmlui/bitstream/handle/10630/14500/Rethinking%20Populism%20in%20the%20Digital%20Age%20-Manuel%20Arias%20Maldonado%2C%20GT%201.8%2C%20XIII%20Congreso%20Aecpa.pdf?sequence=1>







## REGARDS DE JEUNES LIBÉRAUX SUR LE POPULISME

INFO@JEUNESLIBRES.BE | WWW.JEUNESLIBRES.BE | 02.500.50.85

MAI 2020

